

BULLETIN DES LOIS

DU

ROYAUME DE WESTPHALIE.

1810.

Nº 37.

Gesetz-Bulletin

des

Königreichs Westphalen.

Nº 37.

Tome III. An 1810.

BULLETIN DES LOIS.

N^o 37.

(N^o 138.) DÉCRET ROYAL du 30 septembre 1810,
portant une nouvelle organisation de l'Admini-
stration-générale des Postes, Relais et Mes-
sageries.

JÉRÔME NAPOLEON, PAR LA GRÂCE DE
DIEU ET LES CONSTITUTIONS, ROI DE WEST-
PHALIE, PRINCE FRANÇAIS, etc.

Vu nos décrets des 11 et 26 février et du 3
juin 1808, relatifs à l'organisation de l'administra-
tion des postes du Royaume;

Ceux des 16 avril, 8 août, 31 octobre, 22 no-
vembre, 22 décembre 1808 et 26 avril 1809,
concernant les franchises et contre-seings;

Enfin, ceux des 31 octobre et 29 décembre 1808,
29 et 30 janvier, 29 juillet et 10 août 1809, por-
tant règlement et tarif des postes;

Sur le rapport de notre Ministre des Finances,
du Commerce et du Trésor;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

Gesetz = Bulletin.

N^{ro} 37.

(Nr. 138.) Königlichcs Decret vom 30sten Septem-
ber 1810, eine neue Organisation der General-Bera-
waltung der Posten, Extraposten und des Post-
Fuhrwesens betreffend.

Wir Hieronymus Napoleon, von Gottes
Gnaden und durch die Constitutionen König
von Westphalen, französischer Prinz u. u.

haben, nach Ansicht Unserer Decrete vom 11ten
und 26sten Februar und 3ten Junius 1808, die Or-
ganisation der Post-Verwaltung des Königreichs
betreffend,

Unserer Decrete vom 16ten April, 8ten August,
31sten October, 22sten November, 22sten December
1808, und 26sten April 1809, über die Portofrei-
heit und Contrasignatur, wie auch

Unserer Decrete vom 31sten October und 29sten
December 1808, desgleichen vom 29sten und 30sten
Januar, 29sten Julius und 10ten August 1809, wel-
che das Reglement und den Tarif der Posten, so
wie nähere Bestimmungen des letzteren, enthalten,

auf den Bericht Unseres Ministers der Finanzen,
des Handels und des Schazes,

nach Anhörung Unseres Staatsrathes,

verordnet und verordnen:

TITRE PREMIER.

Dispositions générales.

Art. 1^{er}. La régie des postes appartient exclusivement à l'Etat, lequel se charge, mais seulement dans l'étendue du Royaume, de la garantie des sommes, effets et autres objets remis à la poste, à l'exception de ceux perdus par des accidens de force majeure.

Art. 2. L'administration des postes est confiée à une direction-générale, rentrant dans les attributions du ministère des finances.

Cette direction aura sous ses ordres des directeurs d'arrondissement, auxquels sera subordonné un certain nombre de directeurs, d'expéditeurs de poste et de maîtres de la poste aux chevaux.

Art. 3. Aucune autorité judiciaire, administrative ou militaire, ne pourra, sous quelque prétexte que ce soit, changer la marche habituelle du service des postes.

Toutes réclamations et demandes relatives à ce service seront adressées au directeur-général, ou, selon l'exigence des cas, à notre Ministre des finances.

Art. 4. Les sommes et autres objets déposés à la poste ne pourront être saisis que sur une ordonnance par écrit des tribunaux ou justices-de-paix.

Art. 5. Les chevaux nécessaires au transport, tant des voyageurs que des diligences, courriers et estafettes, seront fournis par des entrepreneurs. La direction-générale fixera le nombre que chacun d'eux devra entretenir.

Dans les cas où les chevaux par eux entretenus ne suffiraient point au transport des courriers et voyageurs, et pour ceux où les localités ne permettront point de passer des marchés

Erster Titel.

Allgemeine Verfügungen.

Art. 1. Die Postverwaltung gehört ausschließlich dem Staate, welcher dagegen, jedoch nur im Umfange des Königreichs, die Gewähr der derselben anvertrauten Gelder, Effecten und andern Gegenstände, mit alleiniger Ausnahme des durch unabwendbare Zufälle entstandenen Verlustes, übernimmt.

Art. 2. Die Verwaltung der Posten wird einer, unter den Befehlen Unseres Finanzministers stehenden, General-Direction übertragen, welcher Kreis-Post-Directoren untergeordnet werden, deren jedem eine gewisse Anzahl Postämter, Postexpeditionen und Posthaltereien untergeben ist.

Art. 3. Keine richterliche, Verwaltungs- oder Militär-Behörde darf unter irgend einem Vorwande den gewöhnlichen Gang und Dienst der Posten abändern.

Alle Beschwerden und Forderungen, welche diesen Dienst betreffen, müssen an den General-Director, oder nach Befinden der Umstände an Unseren Finanzminister gerichtet werden.

Art. 4. Nur auf schriftliche Requisition der Tribunale oder Friedensgerichte soll auf die der Post anvertrauten Gelder und Effecten Beschlag gelegt werden können.

Art. 5. Die zum Transporte der Reisenden, Postwagen, Courriere und Estafetten erforderlichen Pferde werden durch Unternehmer gestellt. Die General-Direction bestimmt die Anzahl der Pferde, welche jeder zu halten schuldig ist.

Reicht diese Anzahl zum Transporte der Courriere und Reisenden nicht hin, oder erlauben die Ortsverhältnisse nicht, in dieser Hinsicht Uebereinkünfte abzuschließen, so sollen die Präfecten, auf Ersuchen der

à cet égard, les préfets, à la réquisition de la direction-générale, prendront les mesures les plus propres pour que les chariots de poste, extra-postes, les courriers et estafettes, soient pourvus, à tour de rôle, de bons chevaux par les habitans du pays.

Art. 6. Les chevaux d'extra-postes, de courriers et d'estafettes seront payés, dans ce cas, d'après la taxe. Les préfets, de concert avec le directeur-général, régleront le payement à accorder pour le transport des chariots de poste et malles, à moins que les habitans qui auront fourni les chevaux, ne se soient arrangés de gré à gré avec le directeur-général.

TITRE II.

Des différens grades dans le personnel de l'Administration des postes, et de leurs attributions.

Art. 7. L'administration-générale est composée,

- 1° Du directeur-général;
- 2° De trois inspecteurs-généraux;
- 3° D'un caissier-général;
- 4° Du contrôleur de la caisse générale.

Il sera en outre attaché au service de l'administration-générale, six vérificateurs.

Art. 8. Le directeur-général est chargé de la direction et surveillance des postes dans toute leur étendue, Ses fonctions particulières sont:

- 1° De travailler avec notre Ministre des finances, dont il recevra les ordres, particulièrement pour ce qui concerne les négociations à entamer

General-Direction, die nöthigen Einrichtungen treffen, damit die Postwagen, Extraposten, Courriere und Estafetten durch gute Pferde der Unterthanen nach umgehender Reihenfolge befördert werden.

Art. 6. Die Extraposten, Courriere und Estafetten werden den Unterthanen in diesem Falle nach der Taxe bezahlt. Die Bezahlung für die gewöhnlichen Postfahren und den Transport der Brief-Felleisen soll, wenn darüber keine gütliche Uebereinkunft zwischen der General-Direction und den Reihesfuhrleuten zu Stande kommt, nach genommener Rücksprache mit jener, von den Präfecten festgesetzt werden.

Zweiter Titel.

Von den verschiedenen Graden der Post-Officianten und den einem jeden obliegenden Geschäften und Amtspflichten überhaupt.

Art. 7. Die General-Verwaltung soll bestehen aus

- 1) dem General-Director,
- 2) drei General-Inspectoren,
- 3) dem General-Cassirer,
- 4) dem Controleur der General-Casse.

Ueberdieß sollen bei der General-Direction sechs Verificatoren angestellt werden.

Art. 8. Der General-Director ist mit der Leitung und Aufsicht der Postverwaltung in ihrem ganzen Umfange beauftragt. Seine besonderen Dienst-Berrichtungen sind:

- 1) Er arbeitet mit Unserm Finanzminister, und erhält von ihm die nöthigen Befehle, welche er insbesondere über alle mit den auswärtigen Postämtern

avec les offices étrangers, et les conventions à conclure et à soumettre à l'approbation dudit Ministre, lequel prendra nos ordres sur les mêmes objets, lorsque le cas l'exigera;

2° De correspondre avec les directeurs-généraux et chefs des autres branches de l'administration publique, les inspecteurs-généraux en mission et les directeurs d'arrondissement des postes;

3° De charger les inspecteurs-généraux sous ses ordres, des recherches et missions qu'exigera le bien du service, et de réunir ces fonctionnaires chaque jour dans un conseil, où sa voix seule sera décisive;

4° De soumettre à notre Ministre des finances le budget des dépenses, qu'il rendra exécutoire après en avoir reçu l'approbation de notre Ministre;

5° De présenter chaque huitaine à notre Ministre des finances un état de situation de la caisse générale des postes, et un *uplicata* au directeur-général du trésor public;

6° De fixer le montant des sommes que la caisse générale aura à verser au trésor public.

Art. 9. Les inspecteurs-généraux feront les tournées qu'exigera le bien du service, et rapporteront au conseil, où leur voix sera consultative, les affaires dont ils auront été chargés.

Un de ces inspecteurs-généraux fera les fonctions de secrétaire-général; il sera chargé de la distribution du travail d'après les ordres du directeur-général, et aura le dépôt des archives. Il sera responsable de l'exactitude du registre des délibérations, et fera rapport des affaires concernant les relations avec les offices étrangers et le personnel de l'administration.

zu eröffnenden Unterhandlungen vorher einzuholen hat, auch ist er schuldig, die demnächst abzuschließenden Verträge zur Bestätigung dem erwähnten Minister vorzulegen, welcher über diese Gegenstände nöthigenfalls Unsere Befehle einzuholen hat;

2) Er correspondirt mit den General-Directoren und obersten Beamten der übrigen Zweige der öffentlichen Verwaltung, den General-Inspectoren auf ihren Reisen, und den Kreis-Post-Directoren;

3) Er beauftragt die ihm untergeordneten General-Inspectoren mit den zum Besten des Dienstes nöthigen Untersuchungen und Reisen, versammelt sie täglich zu einem Postrathe, worin er allein eine entscheidende Stimme hat;

4) Er legt das Budget der Ausgaben Unserem Finanzminister vor, und verfügt nach dessen Genehmigung die Ausgaben;

5) Er reicht wöchentlich eine Bestands-Nachweisung der General-Post-Casse bei Unserem Finanzminister ein, und theilt ein Duplum dem General-Director des öffentlichen Schatzes mit;

6) Er bestimmt die Summen, welche die General-Post-Casse an den öffentlichen Schatz abliefern soll.

Art. 9. Die General-Inspectoren sollen sich den erforderlichen Dienst-Reisen unterziehen, und in dem Postrathe, wo sie eine consultative Stimme haben, die ihnen zugetheilten Sachen vortragen.

Einer dieser General-Inspectoren versieht die Geschäfte des General-Secretärs, vertheilt die Sachen nach den Befehlen des General-Directors, und hat die Aufsicht über die Archive. Er steht für die Richtigkeit des Berathschlages, Protocolls ein, und hat den Vortrag in allen, die Verhältnisse mit den auswärtigen Postämtern und das Personal der Verwaltung betreffenden, Sachen.

Un autre inspecteur-général sera chargé de toutes les opérations relatives aux cours des postes, au service des postes ordinaires, extra-postes, courriers, et aux contrats et marchés à conclure avec les maîtres de la poste aux chevaux.

Au troisième des inspecteurs-généraux sera confié tout ce qui a rapport à la comptabilité, aux tarifs et constructions. Il soumettra au directeur-général le budget des dépenses, dirigera la révision centrale des comptes, et aura la surveillance particulière de la caisse générale des postes et de celle des pensions et secours.

Chacun de ces inspecteurs-généraux sera responsable de l'exécution des ordres du directeur-général qui seul aura la signature de la correspondance.

Art. 10. En cas d'absence du directeur-général ou de vacance de sa place, les inspecteurs-généraux continueront à délibérer ensemble; la décision sera prise à la pluralité des voix, et la signature appartiendra de droit à celui qui aura été le premier nommé par nous.

Art. 11. Il sera créé un bureau de comptabilité sous les ordres du directeur-général et sous la surveillance particulière de l'un des inspecteurs-généraux. Ce bureau sera formé de six vérificateurs, chargés de la révision des comptes et du contrôle des taxes perçues. Deux de ces vérificateurs, que désignera le directeur-général, pourront en même temps être employés au service d'inspecteurs, toutes les fois qu'il sera jugé à propos de les charger des tournées à faire, soit pour inspecter les relais, soit pour réviser les caisses de la comptabilité des bureaux des postes, ouvrir à l'improviste les diligences et les

Zum Geschäftskreise des zweiten der General-Inspectoren gehört Alles, was den Gang der Posten, und den Dienst der fahrenden, reitenden, Extra-Posten und Courriere, so wie die Schließung der Verträge und Uebereinkünfte mit den Unternehmern (Posthalter) betrifft.

Der dritte der General-Inspectoren endlich hat den Vortrag in allen das Rechnungswesen, die Tarife und Bauten betreffenden Angelegenheiten, legt das Budget der Ausgaben dem General-Director vor, leitet die Central-Revision der Rechnungen, und führt die Spezial-Aufsicht über die General-Postso wie die Pensions- und Hülfss-Casse.

Ein jeder dieser General-Inspectoren ist für die Vollziehung der Entscheidungen des General-Directors verantwortlich. Dieser unterzeichnet allein die abzusendenden Schreiben.

Art. 10. Ist der General-Director abwesend, oder dessen Stelle erledigt, so fassen die General-Inspectoren nach vorhergegangener gemeinschaftlicher Berathung die Entscheidung nach der Mehrheit der Stimmen; und die Unterschrift der Ausfertigungen gehört in diesem Falle für den von Uns zuerst ernannten General-Inspector.

Art. 11. Es soll ein Rechnungsbureau unter den Befehlen des General-Directors und unter besonderer Aufsicht eines der General-Inspectoren errichtet werden. Dasselbe soll aus sechs Verificatoren bestehen, die mit der Prüfung der Rechnungen und Controllirung der erhobenen Taxen beauftragt sind. Zwei dieser Verificatoren, welche der General-Director bestimmen wird, sollen zugleich zum Dienste der Post-Inspectoren gebraucht werden, so oft derselbe es für gut findet, sie zu beauftragen, die Postämter zu bereisen, die Cassen und das Rechnungswesen derselben nachzusehen, unvernuthet die Post-

postes aux lettres, examiner l'état des routes, et rechercher les entraves et autres obstacles apportés à la marche du service, et en faire leur rapport.

Art. 12. Les fonctions du caissier-général seront :

1° De recevoir et d'encaisser les sommes versées par tous les bureaux des postes et d'en faire le décompte, d'après les extraits des comptes de trimestre que lui transmettra le directeur-général ;

2° D'effectuer le paiement des dépenses ordonnées par le directeur-général ;

3° De lui présenter, jour par jour, le bordereau de la situation de la caisse ;

4° De verser, chaque semaine, au trésor public, les sommes fixées par le directeur-général ;

5° De tenir un registre-journal des recettes et dépenses, et un registre-sommier des décomptes à faire avec les bureaux des postes ;

6° De dresser un compte annuel.

Les fonctions du contrôleur sont :

1° De contresigner les quittances fournies par le caissier-général ;

2° De tenir le registre du contrôle ;

3° De dresser et contresigner tous les états de situation et autres relatifs à la caisse générale.

Art. 13. Il sera formé dans notre Royaume des arrondissemens, suivant les routes des postes et les facilités plus ou moins grandes des communications. A la tête de chaque arrondissement sera placé un directeur des postes en chef, qui aura à sa disposition, pour le moins, un

wagen und Brief, Felleisen zu öffnen, die Beschaffenheit der Wege, desgleichen etwaige Stockungen im Dienstgange zu untersuchen und darüber zu berichten.

Art. 12. Die Dienst-Berrichtungen des General-Cassirers sind :

1) die von sämtlichen Post-Ämtern abgelieferten Gelder in Empfang zu nehmen, darüber zu quittieren, und sich mit denselben nach den ihm von der General-Direction zugefertigten Auszügen aus den vierteljährigen Rechnungen zu berechnen ;

2) die Auszahlung der vom General-Director verfüigten Ausgaben vorzunehmen ;

3) demselben Tag für Tag eine Bestands-Nachweisung seiner Casse zu übergeben ;

4) jede Woche die vom General-Director bestimmten Summen an den öffentlichen Schatz abzuliefern ;

5) ein Tageregister oder Journal über Einnahme und Ausgabe, und ein Haupt-Register über die Berechnung mit sämtlichen Post-Ämtern zu führen ;

6) eine jährliche Rechnung aufzustellen.

Die Obliegenheiten des Controleurs bestehen :

1) in der Mitunterzeichnung der Quittungen des General-Cassirers,

2) Führung des Controlle-Registers,

3) Aufstellung und Mitunterzeichnung sämtlicher Bestands- und anderer Nachweisungen der General-Casse.

Art. 13. Nach dem Laufe der Poststraßen und der mehr oder minder leichten Communication sollen in Unserm Königreiche Bezirke (Kreise) errichtet, je dem Kreise ein Kreis-Postdirector vorgefetzt, und diesem wenigstens ein, auf den Vorschlag des Gene-

secrétaire de poste, nommé par notre Ministre des finances, sur la proposition du directeur-général.

Les directeurs d'arrondissement fourniront un cautionnement, moitié en argent et moitié en immeubles quittes et francs de toutes dettes et hypothèques, du montant de leur recette brute mensuelle, mais qui, dans aucun cas, n'excédera la somme de vingt mille francs.

Ils ne pourront tenir auberge, ni cumuler, sans une permission formelle du directeur-général, les fonctions de maître de la poste aux chevaux.

Ils tiendront les registres et les comptes prescrites par l'administration-générale; ils entretiendront avec cette dernière une correspondance active, et pourront être chargés par elle de passer les marchés relatifs aux postes ordinaires, courriers à cheval et messagers.

Ils feront, au moins une fois par année, et aux frais de l'administration-générale, la visite des bureaux qui leur sont subordonnés, et avec lesquels ils entretiendront une correspondance suivie.

Ils surveilleront les agens sous leurs ordres, veilleront à la sûreté des postes et à la marche du service, et correspondront, à cette fin, avec les bureaux frontières et de l'intérieur, ainsi qu'avec les autorités compétentes.

Art. 14. Les directeurs particuliers et expéditeurs des postes fourniront un cautionnement, à déterminer par la direction-générale, égal à la recette brute d'un mois, mais qui n'excédera point la somme de six mille francs. Ils correspondront entre eux et avec le directeur d'arrondissement qui leur transmettra les ordres et instructions nécessaires. Ils pourront aussi cor

ral = Directors, von Unserem Finanzminister ernannt, Post = Secretär beigegeben werden.

Die Kreis = Post = Directoren stellen eine, ihrer monatlichen brutto-Einnahme gleichkommende, Sicherheit, welche jedoch den Betrag von zwanzig tausend Franken nicht übersteigen kann, und zwar zur Hälfte in baarem Gelde und zur Hälfte in schulden- und hypothekefreien Grundstücken.

Sie dürfen keine Gastwirthschaft treiben, und können ohne ausdrückliche Bewilligung des General-Directors nicht zugleich Posthalter seyn.

Die Kreis = Post = Directoren sollen die ihnen von der General = Administration vorgeschriebenen Bücher und Rechnungen führen, mit denselben fleißig correspondiren, und können von ihr mit der Abschliefung der die fahrenden Posten, die reitenden Courriere und Postboten betreffenden Verträge beauftragt werden.

Sie sollen wenigstens einmal im Jahre auf Kosten der General = Verwaltung die ihnen untergeordneten Neben = Postämter und Postexpeditionen bereisen, und mit denselben die nöthige Correspondenz unterhalten.

Sie haben über den Dienst sämmtlicher ihnen untergeordneten Post = Bedienten zu wachen, für die Sicherheit der Posten und die Beförderung des Dienstes zu sorgen und darüber mit den auswärtigen Grenz = Postämtern und denen des Inlandes, so wie mit den sonstigen Behörden, zu correspondiren.

Art. 14. Die Post = Directoren und Post = Expeditors sollen eine, ihrer monatlichen brutto-Einnahme gleichkommende, von der General = Direction zu bestimmende, Sicherheit leisten, welche jedoch den Betrag von sechstaufend Franken nicht übersteigen kann. Sie correspondiren unter sich und mit dem Kreis = Post = Director, von welchem sie die nöthigen Befehle und Instructionen erhalten. Sie können auch, so oft

respondre avec la direction-générale toutes les fois que le besoin du service l'exigera.

Art. 15. Le directeur général ne pourra proposer aucun individu pour être employé dans les postes, à moins qu'il ne possède la langue allemande, et qu'il n'ait acquis, pendant trois années, l'expérience nécessaire dans le service des postes, suivant les instructions et réglemens de l'administration-générale.

Art. 16. Il sera nommé, où besoin sera, des conducteurs, vaguemestres, facteurs, messagers, à prendre de préférence parmi les militaires réformés et les postillons en état de fournir un cautionnement de 200 à 1200 francs.

Art. 17. Le directeur-général, les inspecteurs-généraux, le caissier-général et son contrôleur, ainsi que les directeurs d'arrondissement, seront nommés par nous.

Les vérificateurs, directeurs et secrétaires des postes seront à la nomination de notre Ministre des finances, sur la proposition du directeur-général.

Les commis et expéditeurs des postes, conducteurs, vaguemestres, facteurs et messagers, seront nommés par le directeur-général, sur la proposition des directeurs d'arrondissement.

Les postillons seront au choix des maîtres de la poste aux chevaux, sauf l'approbation des directeurs d'arrondissement des postes.

Art. 18. Le directeur-général prêtera serment entre nos mains. Les inspecteurs-généraux le prêteront entre les mains de notre Ministre des finances. Tous les autres fonctionnaires et agens subalternes seront assermentés par notre directeur-général, ou les autorités qu'il aura commises à cette fin. Ce serment sera exigé des agens des postes avant leur entrée en fonctions. Il sera prononcé ainsi qu'il suit:

Beste des Dienstes erfordert, unmittelbar mit der General-Direction correspondiren.

Art. 15. Die General-Direction kann Niemanden vorschlagen, um bei den Posten angestellt zu werden, welcher nicht die teutsche Sprache versteht und drei Jahre hindurch die nöthige Erfahrung im Postdienste nach den Instructionen und Reglements der General-Administration sich gesammelt hat.

Art. 16. Da, wo es nöthig ist, sollen Conducteurs, Wagenmeister, Briefträger und Fußboten angestellt, und dazu zuverlässige Leute, vorzüglich gebiente Militärpersonen und Postillons, welche eine Caution von 200 bis 1200 Franken leisten können, angenommen werden.

Art. 17. Der General-Director, die General-Inspectoren, der General-Cassirer, dessen Controleur, sowie die Kreis-Post-Directoren, werden von Uns ernannt.

Die Verificatoren, Post-Directoren und Post-Secretäre werden auf den Vorschlag des General-Directors von Unserm Finanzminister ernannt.

Die Post-Commis, Post-Expeditours, Conducteurs, Wagenmeister, Briefträger und Postboten werden, auf den Vorschlag der Kreis-Post-Directoren, von Unserm General-Director angestellt.

Die Annahme der Postillons hingegen ist den Posthaltern unter Genehmigung der Kreis-Post-Directoren überlassen.

Art. 18. Der General-Director leistet den Dienstseid in Unsere Hände, die General-Inspectoren in die Hände Unseres Finanzministers. Sämmtliche übrige Postofficianten und Unterbedienten werden von Unserm General-Director oder der von ihm dazu beauftragten Behörde verpflichtet. Die Verpflichtung muß vor Eintritt des Dienstes geschehen. Der zu schwörende Eid ist folgender:

„ Je jure de garder et d'observer fidèlement
 „ la foi due au secret des correspondances, et
 „ de dénoncer aux tribunaux les contraventions
 „ dont j'aurai connaissance. “

TITRE III.

Du Service des Bureaux relativement à la réception des lettres, paquets et sommes d'argent.

Art. 19. Dans chaque bureau des postes, il sera affiché, à la connaissance du public, un tableau indicatif du départ et de l'arrivée des postes et courriers, de la distance des lieux, avec le règlement des postes; et la taxe sera imprimée tant en francs qu'en monnaie courante, et le poids, tant en grammes, qu'en loths.

Art. 20. Les agents des postes, après s'être assurés que les lettres, paquets et sommes d'argent, présentés à la poste, sont bien conditionnés, seront responsables de leur prompte et sûre expédition, ainsi que des dommages qu'ils pourront éprouver. Il leur sera loisible, pour cet effet, de refuser ceux de ces objets qu'ils trouveront ne point être dûment conditionnés et emballés, en se fondant sur les dispositions prescrites par le règlement.

Art. 21. Ne seront point reçus pour le transport: la poudre à canon, le vitriol, ainsi que d'autres choses sèches ou liquides qui pourraient causer quelque dommage aux autres effets chargés.

Art. 22. Sont pareillement refusés les barils d'argent, ballots, paquets, etc. pesant au delà de 75 kilogrammes ou 150 livres, les bourses ou paquets d'argent au-dessus de 25 kilogrammes ou 50 livres.

Art. 23. L'argent, les bijoux, les effets précieux ou effets au porteur, ne pourront être expédiés par

„ Ich schwöre, die dem Geheimnisse der Correspondenz schuldige Unverletzlichkeit und Verschwiegenheit treu zu beobachten, und den Tribunalen alle Uebertretungen, welche zu meiner Wissenschaft gelangen, anzuzeigen. “

D r i t t e r T i t e l.

Vom Verfahren der Post-Ämter bei Annahme der Briefe, Pakete und Gelder.

Art. 19. In jedem Postamte soll ein Verzeichniß der abgehenden und ankommenden Posten, der Ortsentfernungen, das Post-Reglement, desgleichen die Taxen für Briefe, Pakete und Geld zur Einsicht des Publicums angeschlagen werden. Die Taxe soll in Franken und in der laufenden Münzsorte, so wie das Gewicht in Grammen und Lothen, ausgeworfen seyn.

Art. 20. Die Post-Officianten sind für die ungeordnete und richtige Bestellung, so wie für die äußere Beschädigung der von ihnen als hinreichend gut versiegelt und verpackt angenommenen Briefe, Pakete und Gelder verantwortlich. Sie sind dagegen berechtigt, schlecht verpackte Gegenstände den Absendern zurück zu geben, und sich in dieser Hinsicht auf die darüber in dem Reglement enthaltenen Vorschriften zu stützen.

Art. 21. Schießpulver und Vitriol, desgleichen alle andern trockenen oder flüssigen Sachen, wodurch eine Beschädigung der übrigen Postgüter entstehen kann, sollen von Unseren Posten zur Versendung nicht angenommen werden.

Art. 22. Geldsäcke, Ballen und Pakete über 75 Kilogrammen oder 150 Pfund, desgleichen Geldbeutel und Geldpakete über 25 Kilogrammen oder 50 Pfund sollen nicht angenommen werden.

Art. 23. Geld, Kostbarkeiten und auf den Inhaber sprechende Papiere sollen mit der reitenden Post

le courrier à cheval que sur la demande formelle du déposant, qui sera prévenu que, dans ce cas, la caisse des postes ne se charge point de la garantie de ces objets.

Art. 24. Les lettres, argent, ou autres objets quelconques, taxés ou affranchis, présentés aux bureaux des postes, seront portés, article par article, avec le nom du destinataire, sur la carte de poste, avec indication du débours, du *porto* ou *franco*. Ces cartes seront transcrites dans un registre qui restera déposé, pendant dix années, dans les archives des bureaux respectifs.

Art. 25. Les lettres présentées au chargement seront portées séparément sur lesdites cartes; il en sera fourni *gratis* un reçu au déposant, et, à la demande faite dans un intervalle de trois mois, le bureau collecteur pourra exiger du bureau distributeur un reçu du particulier auquel la lettre aura été adressée, prouvant qu'elle a été effectivement remise à qui de droit.

Art. 26. Les personnes voyageant par le chariot de poste seront portées nominativement sur un état accompagnant la feuille de part.

TITRE IV.

Du Service concernant l'arrivée des Postes

Art. 27. Au moment de l'arrivée des postes, les agens des postes en feront la vérification, d'après les feuilles de part et d'avis et l'état nominatif des voyageurs.

Art. 28. S'il manque un effet, les agens des postes, voyageurs, conducteurs, waguemestres, postillons, les hommes de l'escorte, seront interrogés de suite par un des agens des postes ou par

nur auf ausdrückliches Verlangen des Aufgebers befördert werden, der letztere aber ist zu benachrichtigen, daß die Post-Casse in diesem Falle für jene Gegenstände nicht einstehe.

Art. 24. Alle zur Post gelieferten Briefe, Gelder oder anderen Sachen, sie mögen postfrei seyn oder nicht, müssen Stück für Stück, so wie der Name des Empfängers, in die Post-Charthen eingetragen, und für jeden Gegenstand die Auslage, das Franco, oder das zu bezahlende Porto, ausgeworfen werden.

Diese Post-Charthen sollen im Manuale abgeschrieben, und dieses soll zehn Jahre lang in den Registraturen der Postämter aufbewahrt werden.

Art. 25. Empfohlene (recommanbirte) Briefe sollen in den Charthen besonders verzeichnet, darüber auf Verlangen des Absenders ein Schein unentgeltlich gegeben werden, und das absendende Postamt, auf geschehenes Verlangen innerhalb drei Monaten, befugt seyn, zum Beweise der richtigen Bestellung die Quittung des Empfängers vom distribuirenden Postamte einzuziehen.

Art. 26. Die mit der fahrenden Post reisenden Personen sollen in einen, jeden Stundenzettel begleitenden, Personenzettel namentlich eingetragen werden.

Vierter Titel.

Abbiegenheiten der Post-Officianten bei Ankunft der Posten.

Art. 27. Bei Ankunft der Posten sollen Unsere Post-Officianten dieselben nach den Stunden- Fracht- und Personenzetteln sofort nachsehen.

Art. 28. Sind ganze Packete nicht angekommen, so sollen alsbald die Post-Officianten, Reisende, Conducteurs, Wagenmeister, Postillons und die zur Bedeckung dienenden Leute von einem der Post-Offi-

le juge-de-peace le plus prochain. Il sera dressé procès-verbal du fait, lequel procès-verbal sera transmis au procureur-du-Roi, à l'effet de s'occuper des poursuites nécessaires. Un *duplicata* du procès-verbal sera envoyé à la direction-générale. Il sera fait mention de la chose sur la feuille de part et d'avis, et connaissance en sera donnée aux bureaux antécédens.

Art. 29. S'il se trouve différence dans le poids, altération des cachets, endommagement des paquets ou des traces de quelque échange frauduleux, ces paquets seront ouverts en présence des particuliers auxquels ils sont adressés, ou de leurs fondés de pouvoirs, ou, à leur défaut, de deux témoins dignes de foi; et s'il appert que les objets n'existent plus en leur intégrité, il sera procédé comme il est dit, dans l'article 28, à l'égard des objets perdus.

Art. 30. Les officiers des postes qui auront omis ces formalités prescrites, seront responsables des pertes et dommages, et tenus d'en faire compensation à la caisse générale.

Art. 31. Les lettres, sommes d'argent et effets quelconques seront distribués, sans retard, aussitôt l'arrivée des postes, et toutes les précautions seront prises pour qu'ils soient remis à ceux auxquels ils auront été adressés.

Art. 32. Les valeurs en argent et autres effets précieux, ainsi que les lettres chargées, ne seront délivrés que sur un reçu à fournir par le particulier auquel ils seront adressés; et si celui-ci est inconnu aux agens des postes, ce reçu sera contre-signé par son hôte ou par une autre personne digne de foi.

Art. 33. Les lettres ou paquets ouverts ou décachetés par les personnes auxquelles ils sont adres-

sianten oder dem nächsten (dazu zu requirirenden) Friedensrichter vernommen werden. Das hierüber aufzunehmende Protocoll soll dem königlichen Procurator zur Verfolgung der Sache zugestellt werden. Ein Duplicat davon ist an die General-Direction einzusenden. Auch muß der Vorgang in dem Stunden- und Fracht-Zettel angemerkt, und den rückwärts liegenden Postämtern angezeigt werden.

Art. 29. Findet sich, daß das Gewicht nicht trifft, die Siegel verlegt, die Päckete beschädigt sind, oder sind gar Spuren einer vorgenommenen betrügerischen Vertauschung vorhanden, so müssen die Päckete in Gegenwart der Empfänger, oder ihrer Bevollmächtigten, oder, in deren Ermangelung, zweier glaubwürdigen Zeugen, eröffnet, und bei gefundenem Defect eben so, wie es im vorstehenden 28ten Artikel bei verlorbenen Sachen vorgeschrieben ist, verfahren werden.

Art. 30. Die Post-Officianten, welche die vorstehenden Vorschriften zu befolgen unterlassen, sind für den entstandenen Verlust verantwortlich und zu dessen Vergütung an die General-Post-Casse verpflichtet.

Art. 31. Die mit den Posten angekommenen Briefe, Gelder und Sachen müssen gleich nach Ankunft derselben bestellt, und alle Vorsicht soll angewendet werden, daß solche an den rechten Empfänger abgegeben werden.

Art. 32. Geld, gelbeswerthe Sachen und empfohlene Briefe können nur gegen einen Empfangsschein dessen, an welchen die Aufschrift lautet, versandt werden. Ist dieser den Post-Officianten unbekannt, so muß der Empfangsschein vom Hauswirthe oder einem andern bekannten sichern Mann mit unterzeichnet werden.

Art. 33. Briefe oder Päckete, welche vom Empfänger geöffnet oder entsiegelt worden, sollen vom

sés, ne pourront être repris par le bureau des postes, ni le port être restitué. Néanmoins tout particulier pourra refuser de retirer ses lettres et d'en payer le port.

Art. 34. Les lettres et paquets refusés, ainsi que ceux adressés à des particuliers qu'on ne saurait découvrir, ou qui ont quitté le lieu de leur résidence, seront renvoyés, par la première poste, au bureau collecteur.

Art. 35. Il en sera usé de même des lettres et paquets adressés *poste restante*, lorsqu'ils n'auront point été réclamés dans un intervalle de trois mois, à moins qu'il n'en soit disposé autrement sur l'enveloppe.

Art. 36. Les lettres et paquets renvoyés, en conformité des articles 34 et 35, aux bureaux collecteurs, seront remis à ceux qui les auront déposés. Les lettres ne payeront que la taxe de l'envoi, mais les paquets acquitteront celle de l'envoi et du renvoi, et, en cas de refus, elle pourra être exigée par voie de contrainte à décerner par la justice.

Art. 37. A la fin de chaque mois, chaque directeur fera insérer dans une gazette de la ville, s'il s'y en imprime, et, dans le cas contraire, dans la gazette la plus voisine, une liste des lettres et paquets restant à son bureau depuis trois mois.

Les lettres et paquets qui n'auraient pas été réclamés, après trois publications faites successivement, comme il vient d'être dit, seront adressés, à la fin de chaque mois, à la direction-générale. Celle-ci, après les avoir gardés une année, fera, au bout de ce terme, l'ouverture desdites lettres et paquets. S'il s'y trouve des espèces, papiers ou tous autres effets, la direction-générale fera avertir, par la voie des papiers

Postamate nicht wieder zurückgenommen, noch das Porto dafür zurück bezahlt werden; dahingegen es Jedermann frei steht, deren Annahme und die Bezahlung des Porto's zu verweigern.

Art. 34. Die im vorstehenden Artikel bemerkten Briefe und Packete, desgleichen solche, deren Empfänger nicht mehr anwesend, oder nicht auszumachen sind, müssen an das absendende erste Postamt mit der nächsten Post zurückgeschickt werden.

Art. 35. Poste restante angekommene Briefe und Packete müssen nach drei Monaten, wenn nicht eine längere Aufbewahrung auf dem Umschlage verlangt ist, ebenfalls an das absendende Postamt zurückgeschickt werden.

Art. 36. Die nach den vorstehenden Artikeln 34 und 35 den absendenden Postämtern zurückgeschickten Briefe und Sachen sollen an die Absender zurückgegeben werden, welche bei Briefen, in so fern solche nicht portofrei gewesen, bloß das Porto hinwärts, bei Packereien aber das Porto hin- und herwärts zu bezahlen schuldig sind, und hierzu im Weigerungsfalle auf Requisition der Post-Officianten von den Gerichtsbehörden executivisch angehalten werden sollen.

Art. 37. Am Ende jedes Monats sollen die Post-Directoren in eine an ihrem Wohnorte oder in der Nachbarschaft herauskommende Zeitung ein Verzeichniß der seit drei Monaten liegen gebliebenen Briefe und Packete einrücken lassen.

Diejenigen Briefe und Packete, welche, nach geschehener dreimaligen öffentlichen Bekanntmachung auf die vorgeschriebene Weise, nicht zurückgefordert werden, sollen am Ende jedes Monats an die General-Direction eingeschickt, daselbst ein Jahr lang aufbewahrt und nach Ablauf dieser Zeit eröffnet werden. Finden sich darin Geld, Papiere oder andere Gegen-

publics, les personnes qui les ont expédiés, d'avoir à les retirer; si lesdits effets n'ont pas été retirés dans le délai d'un an, après la publication ci-dessus, les effets seront vendus par adjudication; les lettres ou autres papiers qui s'y trouveraient contenus seront brûlés, et il en sera tenu note à la direction-générale.

Le produit de cette vente, déduction faite des frais et du port, restera déposé à la caisse-générale pendant une année entière, et à défaut de réclamation, sera versé enfin à la caisse des secours.

TITRE V.

Tarif du transport des lettres et paquets par le Courrier à cheval et le Chariot de poste.

Art. 38. La lettre simple sera taxée à raison des distances, comme suit:

De	1 mille	fr.	10 cent.
—	1 $\frac{1}{4}$ à 2 milles	15	
—	2 $\frac{1}{4}$ à 6	20	
—	6 $\frac{1}{4}$ à 10	30	
—	10 $\frac{1}{4}$ à 15	40	
—	15 $\frac{1}{4}$ à 20	50	
—	20 $\frac{1}{4}$ à 30	60	
—	30 $\frac{1}{4}$ à 40	70	
—	40 $\frac{1}{4}$ à 50	80	
—	50 $\frac{1}{4}$ à 60	90	
—	60 $\frac{1}{4}$ à 70	1	“
—	70 $\frac{1}{4}$ à 80	I	10
—	80 $\frac{1}{4}$ à 100	I	20

Art. 39. La taxe sera évaluée d'après les distances directes. Toutefois, notre Ministre des finances pourra, pour les routes les plus fréquentées

stände, so soll die General-Direction, die Aufgeber durch die öffentlichen Blätter nochmals auffordern, solche binnen Jahresfrist in Empfang zu nehmen. Erst, wenn auch diese Zeit fruchtlos verstrichen ist, sollen die Effecten öffentlich und an den Meistbietenden verkauft, die Briefe und anderen Papiere aber verbrannt und über den Vorgang soll Nachricht bei den Acten der General-Direction behalten werden.

Der Erlös soll nach Abzug des Porto's und der Kosten bei der General-Postcasse niedergelegt, und wenn binnen Jahresfrist deshalb keine Nachfrage geschieht, in die Post-Hülfskasse fließen.

Fünfter Titel.

Brief- und Packet-Taxe für die reitenden und fahrenden Posten.

Art. 38. Für den einfachen Brief soll für die Entfernung

von	1 Meile.	Frank.	10 Cent.
1 $\frac{1}{4}$	— 2 Meilen	15	
2	— 6	20	
6 $\frac{1}{4}$	— 10	30	
10 $\frac{1}{4}$	— 15	40	
15 $\frac{1}{4}$	— 20	50	
20 $\frac{1}{4}$	— 30	60	
30 $\frac{1}{4}$	— 40	70	
40 $\frac{1}{4}$	— 50	80	
50 $\frac{1}{4}$	— 60	90	
60 $\frac{1}{4}$	— 70	I	“
70 $\frac{1}{4}$	— 80	I	10
80 $\frac{1}{4}$	— 100	I	20

bezahlt werden.

Art. 39. Das Porto wird nach der directen Entfernung berechnet. Es ist Unser Finanzminister beauftragt, auf den besuchtesten Poststraßen, oder aus an-

ou pour des motifs qu'il jugera suffisans sur la proposition du directeur-général, accorder quelque modération sur cette taxe, ce dont le public sera prévenu.

Art. 40. Le port à payer pour le transit des lettres et paquets - lettres traversant le Royaume sera perçu en conformité des arrangemens pris ou à prendre avec les offices étrangers.

Art. 41. Seront taxées comme lettres simples toutes celles au-dessous du poids de 12 grammes inclusivement.

Art. 42. La lettre du poids de $12\frac{1}{2}$ jusqu'à 18 grammes inclusivement, payera le port une fois et demie.

Art. 43. Les lettres du poids de $18\frac{1}{2}$ jusqu'à 24 grammes inclusivement, payeront double port.

Art. 44. La lettre du poids de $24\frac{1}{2}$ à 30 grammes inclusivement, payera deux fois et demie le port, et la taxe sera ensuite augmentée de la moitié en sus du port simple pour chaque six grammes de plus indéfiniment.

Art. 45. Les lettres présentées au chargement à la poste payeront le double du port.

Art. 46. Il sera libre à celui qui aura présenté une lettre excédant le poids de 60 grammes, de la faire partir par le chariot de poste, dans lequel cas, elle sera taxée à raison du tarif des actes.

Art. 47. Les échantillons au-dessous du poids de 50 grammes payeront le port simple; ceux jusqu'à la concurrence de 60 grammes, acquitteront une fois et demie le port, pourvu que les paquets soient présentés sous bandes. Les paquets d'échantillons excédant ce poids seront transportés par le chariot de poste, et taxés à raison de la taxe des paquets, à moins que le déposant n'exige qu'ils

bern hinreichend geachteten Gründen, auf den Vorschlag des General-Directors, eine Herabsetzung der Taxe vorzunehmen, welches dem Publicum öffentlich bekannt gemacht werden soll.

Art. 40. Für Briefe und Packete, welche durch das Königreich befördert werden, soll das Porto in Gemäßheit der mit den auswärtigen Postämtern geschlossenen, oder noch abzuschließenden, Verträge erhoben werden.

Art. 41. Als einfache Briefe sind alle diejenigen zu taxiren, welche zwölf Grammen einschließlich wiegen.

Art. 42. Briefe, welche $12\frac{1}{2}$ bis 18 Grammen einschließlich wiegen, sollen das anderthalbfache Porto bezahlen.

Art. 43. Briefe, welche $18\frac{1}{2}$ bis 24 Grammen einschließlich wiegen, sollen doppeltes Porto bezahlen.

Art. 44. Briefe, welche $24\frac{1}{2}$ bis 30 Grammen einschließlich wiegen, sollen zweifaches Porto, und so weiter für jede sechs Grammen einschließlich die Hälfte des einfachen Briefporto's mehr bezahlen.

Art. 45. Die der Post empfohlenen Briefe bezahlen doppeltes Porto.

Art. 46. Es hängt vom Absender ab, Briefe, welche über sechzig Grammen wiegen, mit der fahrenden Post abzusenden, in welchem Falle sie nach der Acten-Taxe angesetzt werden sollen.

Art. 47. Waarenproben unter dreißig Grammen zahlen einfaches Porto, über dreißig bis sechzig Grammen $1\frac{1}{2}$ faches Porto, wenn solche unter halbem Umschlage (kreuzweise umgeschlagenen Papierstreifen) abgeschickt werden. Schwerere Packete von Waarenproben werden mit der fahrenden Post befördert und nach der Packet-Taxe angesetzt. Sollen sie aber nach dem Willen des Absenders mit der reitenden Post ver-

soient transportés par le courrier, dans lequel cas, ils payeront la taxe des lettres.

Art. 48. Le débit des gazettes politiques et des feuilles d'avis, en tant qu'elles sont imprimées une ou plusieurs fois par semaine, est réservé exclusivement à l'administration-générale des postes.

Art. 49. Ces feuilles, mises sous-bandes, circuleront en franchise; mais il sera pris en sus du prix d'achat un prix d'augmentation, savoir:

Pour les gazettes politiques étrangères, 50 p. $\frac{2}{3}$.

Pour celles du Royaume, 20 p. $\frac{2}{3}$.

Pour les feuilles d'avis dites *Intelligenzblatt*, 10 p. $\frac{2}{3}$.

Art 50. Il sera loisible aux particuliers de faire venir ces feuilles sous couvert; mais, dans ce cas, elles payeront la taxe des lettres.

Art. 51. Les gazettes littéraires, journaux ou feuilles périodiques quelconques, paraissant une ou deux fois par mois, et même plus souvent, de plus de deux feuilles (*Bogen*), pourront être débités indistinctement par les bureaux des postes et les libraires; et dans le premier cas, les bureaux n'exigeront qu'une augmentation de 10 p. $\frac{2}{3}$ en sus du prix d'achat, et ce seulement pour les exemplaires qu'ils débiteront par abonnement.

Art. 52. Ces dispositions ne sont point applicables au Bulletin des lois, ainsi qu'au Moniteur westphalien et aux Gazettes littéraires de Göttingue et de Halle, dites *Göttingsche gelehrte Anzeigen*, et *Hallesche Litteratur-Zeitung*, lesquels circuleront francs de port dans l'étendue du Royaume.

sendet werden, so sind sie nach der Brief-Taxe anzusetzen.

Art. 48. Der Absatz der politischen Zeitungen und Intelligenzblätter, in so fern dieselben ein oder mehrere Mal in der Woche erscheinen, ist Unserer General-Postverwaltung ausschließlich vorbehalten.

Art. 49. Der Transport dieser unter halbem Umschlage (*Kreuzband*) gehenden Zeitungen soll portofrei geschehen, und dagegen über den Einkaufspreis folgende Procente genommen werden; nämlich
von politischen auswärtigen Zeitungen 50 proCent;
von politischen einheimischen Zeitungen 20 proCent;
von Intelligenz-Blättern 10 proCent.

Art. 50. Einzelnen Privatpersonen soll erlaubt seyn, sich diese Zeitungen und Intelligenz-Blätter unter einem Umschlage (*Couvert*) zuschicken zu lassen, in welchem Falle sie jedoch die Brief-Taxe zu bezahlen haben.

Art. 51. Alle gelehrten Zeitungen, Tageblätter oder Zeitschriften jeder Art, welche ein oder zwei Mal des Monats, oder öfterer, und in Heften von mehr als zwei ganzen Bogen erscheinen, können fortwährend sowohl von Buchhändlern, als von der Post, abgesetzt werden, und letztere soll nur in Ansehung derjenigen Exemplare, auf welche bei ihr abonniert worden, befugt seyn, zehn Procente über den Einkaufspreis zu erheben.

Art. 52. Die vorstehenden Verfügungen sind auf das Gesetz-Bulletin, desgleichen auf den Westphälischen Moniteur, die Göttingische und Hallesche gelehrte Zeitungen, welche unter dem Titel: Göttingische gelehrte Anzeigen und Hallesche Literatur-Zeitung erscheinen, nicht anwendbar, sondern dieselben sollen portofrei im ganzen Königreiche circuliren.

Art. 53. Les actes, manuscrits et documents au-dessus du poids de 60 grammes (4 loths), seront transportés par le chariot de poste, à raison de la taxe comme suit:

Les paquets de 60 grammes (4 loths) à 120 gr. (8 loths), port double.

Idem de 125 gramm. ($8\frac{1}{4}$ loths), à 240 gramm. (16 loths), port triple.

Idem de 245 gramm. ($16\frac{1}{4}$ loths), à 365 gr. (24 loths), port quadruple.

Idem de 370 gramm. ($24\frac{1}{4}$ loths), à 485 gr. (une livre), port quintuple.

Art. 54. Les paquets au-dessus de 485 grammes (d'une livre), seront taxés comme suit:

Ceux de 485 grammes (d'une livre) à 2430 gr. (5 livres), pour chaque 240 gr. (demi-livre), au-dessus de la première, port simple;

Ceux de 2430 gr. (5 livres), à 9725 gr. (20 liv.), pour chaque 485 gr. (une livre), au-dessus de 2430 gr. (5 livres), port simple.

Ceux au-delà de 9725 gr. (20 livres), pour chaque 970 gr. (2 livres), au-dessus de 9725 gr. (20 livres), port simple.

Art. 55. La taxe des valeurs en argent suivra les progressions ci-après, savoir:

De 1 à 10 milles, pour	3 à 50 fr.	30 cent.
.....	51 à 100	45
.....	101 à 200	60
.....	201 à 300	75
.....	301 à 400	90.

Au-delà de 400 fr. la taxe pour chaque 100 fr. sera augmentée de $22\frac{1}{2}$ centimes. La taxe est augmentée dans une progression simple de 10 à 10

Art. 53. Acten, Manuscripte und Documente, welche über 60 Grammen, vier Loth, wiegen, werden mit der fahrenden Post versendet, und es wird dafür folgendes Porto erhoben:

Für Packete von 60 Grammen (4 Loth), bis 120 Grammen (8 Loth), zweifaches Briefporto.

Idem von 125 Grammen ($8\frac{1}{4}$ Loth), bis 240 Grammen (16 Loth), dreifaches Briefporto.

Idem von 245 Grammen ($16\frac{1}{4}$ Loth), bis 365 Grammen (24 Loth), vierfaches Briefporto.

Idem von 370 Grammen ($24\frac{1}{4}$ Loth), bis 485 Grammen (1 Pfund), fünffaches Briefporto.

Art. 54. Packete über 485 Grammen, oder ein Pfund, werden taxirt, wie folgt:

Bei Packeten über 485 Grammen (1 Pfund) bis 2430 Grammen (5 Pfund) ist die Taxe, für jede 240 Grammen ($\frac{1}{2}$ Pfund) über jenes Gewicht, das einfache Porto;

— über 2430 Grammen (5 Pfund) bis 9725 Grammen (20 Pfund), für jede 485 Grammen (1 Pfund) über 2430 Grammen (5 Pfund), das einfache Porto;

— über 9725 Grammen (20 Pfund), für jede 970 Grammen (2 Pfund) über 9725 Grammen (20 Pfund), das einfache Porto.

Art. 55. Die Taxe von versendet werdenden Gelde wird folgendergestalt festgesetzt:

Von 1 bis 10 Meilen für	3 bis 50 Fr.	zu 30 Ct.
.....	51 — 100	— 45
.....	101 — 200	— 60
.....	201 — 300	— 75
.....	301 — 400	— 90

Ueber 400 Franken wird von jeden 100 Franken $22\frac{1}{2}$ Centimen mehr erhoben.

Die Taxe wird von 10 zu 10 Meilen einfach vermehrt, dergestalt, daß von 11 bis 20 Meilen solche

milles, de manière que de 11 à 20 milles, elle sera double, de 21 à 30, triple, et ainsi de suite.

Art. 56. La taxe des paquets-argent sera toujours du double de la taxe des lettres simples, chaque fois que le port de la somme à transporter n'excédera pas ce taux.

Art. 57. La taxe de l'or et d'autres objets précieux sera d'un quart au-dessous de celle des espèces en argent, lorsque les envois excéderont la somme de 200 francs.

Art. 58. Les paquets-argent au-dessous de 3 fr. n'acquitteront que la taxe des lettres simples.

Art. 59. Les paquets-marchandises et effets neufs payeront à raison de 3 centimes par 485 grammes (une livre), et par distance de quatre milles; cette taxe sera réduite à deux centimes pour les comestibles et autres objets de peu de valeur, désignés nominativement dans la taxe; mais elle ne pourra, en aucun cas, être moindre que le double port de la lettre simple.

Art. 60. Chaque fois que la valeur des objets se trouvera indiquée, il sera perçu le port le plus avantageux au trésor, qui résultera de la taxe, soit d'après la valeur, soit d'après le poids des objets déposés, conformément au tarif.

Art. 61. Les bureaux de poste délivreront des reçus des valeurs en argent ou objets précieux remis à la poste, dont il sera payé cinq centimes par bulletin.

Art. 62. Le prix des places dans les chariots de poste sera d'un franc trente centimes par mille pour le voyageur chargé de bagages jusqu'à la concurrence de 24,250 grammes (50 livres), le voyageur sans bagages ne payera qu'un franc.

Art. 63. Un ou deux enfans au-dessous de six ans ne payeront rien; ceux de six à huit payeront la moitié.

doppelt, von 21 bis 30 Meilen solche dreifach u. s. w. erhoben wird.

Art. 56. Von allen Geldpacketen wird jedoch so lange das doppelte Briefporto erhoben, bis durch die Geldsumme dieses doppelte Porto überstiegen wird.

Art. 57. Gold und andere Sachen von Werth zahlen ein Viertel weniger, als die Geldtaxe, wenn die Summe über 200 Franken ist.

Art. 58. Geldpackete unter 3 Franken zahlen das einfache Briefporto.

Art. 59. Päckereien zahlen für jede vier Meilen und von jeden 485 Grammen (1 Pfund) drei Centimen, wenn es Waaren und Effecten, und nur zwei Centimen, wenn es Lebensmittel oder andere Sachen von geringem Werthe sind, welche letztere in der Taxe namentlich aufgeführt werden sollen. In keinem Falle darf jedoch eine geringere Taxe, als das doppelte Briefporto beträgt, erhoben werden.

Art. 60. Bei Sachen, wovon der Werth angegeben ist, wird die Gewicht- oder Geldtaxe angewendet, je nachdem die eine oder die andere die vortheilhaftere für den Schatz ist.

Art. 61. Bei Geld und kostbaren Sachen soll dem Absender ein Postschein gegeben werden, wofür fünf Centimen zu erheben sind.

Art. 62. Der Preis der Plätze auf dem Postwagen ist für die Person mit 24,250 Grammen (50 Pf.) Bagage für die Meile auf 1 Franken 30 Cent., für die Person ohne Bagage auf 1 Franken festgesetzt.

Art. 63. Ein oder zwei Kinder unter sechs Jahren bezahlen Nichts; Kinder von sechs bis acht Jahren die Hälfte.

Art. 64. Die Fracht über 24,250 Grammen (50 Pfund) wird nach der im 59sten Artikel bestimmt.

Art. 64. Les bagages excédant le poids de 24,250 grammes (50 livres), payeront à raison de la taxe mentionnée dans l'art. 59, pour les objets de peu valeur, savoir: de deux centimes par 485 grammes et par quatre milles.

Art. 65. Le voyageur payera en outre au vauquemestre, dans le lieu de son départ et dans les relais où le chariot sera déchargé, trente centimes, et quinze centimes dans les autres relais; la même rétribution de trente centimes sera accordée au postillon pour chaque relais.

T I T R E VI.

Des franchises.

Art. 66. Les lettres, paquets-lettres qui concernent le service public, ainsi que le transport des deniers de l'Etat, jouiront de la franchise.

Art. 67. Jouira de la même franchise, la correspondance d'office des sociétés d'assurance contre les incendies avec les autorités du pays.

Art. 68. Les lettres mentionnées dans les articles 66 et 67 seront mises à cette fin sous-bandes, munies du cachet d'office de l'autorité qui les expédie, avec indication de leur objet sur l'adresse, ainsi que des fonctions et du nom de l'agent qui les remet à la poste.

Art. 69. Seront dispensées de circuler sous-bandes et pourront être présentées sous enveloppe, les lettres en matière criminelle, de police et de comptabilité.

Art. 70. Pourront circuler pareillement sous enveloppe, les lettres écrites par nos Ministres, directeurs-généraux, intendant-général, trésorier-général de la couronne, administrateur-général de l'ordre de la couronne, le secrétaire-général

ten Taxe für aerlinge Sachen bezahlt, nämlich zwei Cent. für 485 Grammen (1 Pfund) auf vier Meilen.

Art. 65. Dem Wagenmeister werden von dem Reisenden auf der ersten Station, wo derselbe aufsteigt, und auf denen, wo umgepackt wird, dreißig Centimen, auf den übrigen Stationen funfzehn Centimen bezahlt. Dem Postillon werden für jede Station dreißig Centimen als Trinkgeld bewilligt.

S e c h s t e r T i t e l.

W o n d e r P o r t o f r e i h e i t

Art. 66. Alle, den öffentlichen Dienst betreffend, Briefe, Briefpakete, desgleichen Gelder des Staats, sollen portofrei befördert werden.

Art. 67. Gleiche Portofreiheit genießen die Directionen der Brandversicherungs-Anstalten, jedoch nur für ihre Correspondenz in Dienstangelegenheiten mit den Landesbehörden.

Art. 68. Um die in den vorstehenden beiden Artikeln 66 und 67 bewilligte Portofreiheit zu bewirken, müssen die Briefe unter halbem Umschlage (Kreuzbände) abgehen, mit dem Dienst-Siegel der absendenden Behörde versehen, der Inhalt darauf und der Dienstcharacter und Name des sie der Post übergebenden Beamten bemerkt seyn.

Art. 69. Diejenigen Briefe, welche Criminal-, Polizei- und Cassensachen betreffen, brauchen nicht unter halbem Umschlage versendet zu werden; sie können unter ganzem Umschlage (Couvert) abgeschickt werden.

Art. 70. Eben so können alle Briefe von Unsern Ministern, General-Directoren, General-Intendanten, General-Schatzmeister der Krone, General-Administrator des Ordens der Krone, dem General-Secretär des Staatsraths und den Präfecten,

du Conseil d'Etat, les préfets, de même que les lettres adressées aux susdits fonctionnaires. Il sera loisible à ces autorités de faire le contre-seing au moyen d'une griffe.

Art. 71. Dans le cas où il serait nécessaire que des lettres, devant circuler sous bandes, en conformité des dispositions ci-dessus, circulassent sous enveloppe, l'autorité qui les écrira en fera mention sur l'adresse.

Art. 72. Les lettres et paquets qui ne touchent que les intérêts individuels d'un particulier, ne pourront être réputés appartenir au service public, ni être affranchis de la taxe.

Art. 73. La franchise ne pourra s'étendre au-delà des frontières du Royaume. Les fonctionnaires qui en jouiront, seront tenus de rembourser à l'administration des postes le débours qu'elle serait dans le cas de faire aux offices étrangers.

Art. 74. Toutes les autorités civiles et militaires seront tenues, sous leur propre responsabilité, de renvoyer au bureau des postes les lettres qui leur seraient adressées indûment en franchise; de le prévenir que ces lettres sont susceptibles de payer le port, et de dénoncer le déposant, afin qu'il soit poursuivi comme ayant contrevenu aux réglemens des postes.

Art. 75. Les lettres qui, circulant en franchise, excèdent le poids de 60 grammes, seront transportées par le chariot de poste, et ne pourront partir par le courrier que dans des cas extraordinaires, et sur la demande qui en sera faite par écrit sur l'enveloppe.

Art. 76. Notre directeur-général des postes pourra, sur le rapport du directeur d'arrondisse-

so wie auch die an diese Behörden adressirten Briefe, unter Couvert abgesendet werden. Es wird denselben nachgelassen, sich zur Bezeichnung auf dem Umschlage eines Namensstempels zu bedienen.

Art. 71. Sollen Briefe, welche nach den obigen Bestimmungen unter halbem Umschlage gehen müssen, unter Couvert aus besondern Ursachen abgeschickt werden, so muß diese der absendende Beamte auf dem Couvert ausdrücklich anführen.

Art. 72. Alle Briefe und Sachen, welche lediglich das Interesse eines Privatmanns betreffen, können nicht als öffentliche Dienstfachen postfrei befördert werden.

Art. 73. Die Portofreiheit kann nur innerhalb der Gränzen des Königreichs statt finden. Die Officianten, welchen solche bewilligt ist, müssen daher der Administration der Posten diejenigen Auslagen wieder erstatten, welche sie selbst an auswärtige Postämter zu bezahlen hat.

Art. 74. Alle Unsere Civil- und Militärbehörden sind bei eigener Verantwortlichkeit verpflichtet, die Couverts von denen ihnen zur Ungebühr portofrei zugesendeten Briefen und Sachen an das Postamt mit Angabe des Absenders und der schriftlichen Bemerkung, daß davon Porto hätte bezahlt werden müssen, zurückzugeben, um den Absender als Postbefraudanten zu verfolgen.

Art. 75. Die, die Portofreiheit genießenden, Briefe, welche das Gewicht von sechzig Grammen übersteigen, sollen mit der fahrenden Post und nur in außerordentlichen Fällen, und wenn es der Absender auf dem Umschlage ausdrücklich verlangt, mit der reitenden Post befördert werden.

Art. 76. Unserm General-Director der Posten wird nachgelassen, für beträchtliche und häufige Geldversendungen, auf den Bericht der Kreis-Postdirect-

ment, accorder une modération du port pour des envois considérables et fréquens de numéraire.

TITRE VII.

Du Déboursé de port.

Art. 77. Il sera loisible aux bureaux des postes de faire, à leurs risques, pour la commodité des tribunaux et du public en général, les avances qui pourraient leur être demandées sur les lettres et paquets, lesquels ils se feront rembourser avec le port.

Art. 78. Il sera perçu pour ces déboursés, outre le port des lettres ou paquets, le port du montant des sommes avancées.

Art. 79. Les bureaux des postes pourront, comme une compensation de leurs peines et risques, percevoir cinq centimes par franc, lorsque la somme déboursée est au-dessous de 20 francs, et 5 centimes par 4 francs, lorsqu'elle excède 20 francs.

TITRE VIII.

Du contrôle, de la comptabilité et du versement des fonds à la Caisse générale.

Art. 80. La comptabilité et le contrôle sont établis sur les bases suivantes:

Les bureaux distributeurs sont seuls responsables du montant des droits des postes. Par conséquent les bureaux collecteurs leur verseront les sommes perçues pour l'affranchissement (*franco*). Si le bureau distributeur trouve qu'il a été perçu de moins en *franco*, il doit le réclamer au bureau collecteur, mais jamais au particulier qui a reçu les lettres, paquets, etc.

toren, einen Nachlaß an dem gewöhnlichen Porto zu gestatten.

Siebenter Titel.

Vom Vorschuß = Porto.

Art. 77. Zur Bequemlichkeit Unserer Gerichte, so wie des Publicums überhaupt, wird Unsern Postämtern gestattet, auf ihre Gefahr denjenigen Vorschuß zu leisten, welcher auf Briefe und Packete verlangt und mit dem Porto wieder erhoben wird.

Art. 78. Für dergleichen Vorschuß-Briefe soll außer dem Porto für den Brief oder das Packet die Geldtaxe der vorgeschossenen Summe erhoben werden.

Art. 79. Für die übernommene Mühe und Gefahr wird den Postämtern gestattet, von allen Summen unter 20 Franken für jeden Franken fünf Centimen und für jede vier Franken über 20 Franken fünf Centimen zu erheben.

Achter Titel.

Von der Controlle und dem Rechnungswesen, auch der Einlieferung der Cassenbestände in die General-Casse.

Art. 80. Das Rechnungswesen und die Controlle beruhen auf folgenden Grundsätzen:

Die distribuirenden Postämter sind für die richtige Einziehung des Porto's und der Post-Gebühren allein verantwortlich. Aus diesem Grunde müssen ihnen die absendenden Postämter das bezogene Franco einschicken. Wenn das distribuirende Postamt findet, daß an Franco zu wenig erhoben ist, so muß solches den fehlenden Betrag von dem absendenden Postamte, nie aber von dem Empfänger der Briefe, Packete u. s. w. nachfordern.

Art. 81. Le décompte avec les bureaux étrangers se fera par ceux des bureaux frontières désignés dans les traités et conventions, de manière que les cartes qu'ils se communiqueront réciproquement serviront de pièces justificatives de leurs comptes.

Art. 82. Les directeurs d'arrondissement, les directeurs particuliers et expéditeurs des postes, transmettront, chaque quinzaine, un bordereau de situation de leur caisse au directeur-général, et verseront en même temps les fonds à la caisse générale.

Art. 83. Ils dresseront, à l'expiration de chaque trimestre, le compte de la recette et de la dépense de leur bureau, et le transmettront, contresigné par le secrétaire du bureau où il y en a, dans la première quinzaine du trimestre suivant, à la direction-générale, avec toutes les pièces justificatives, telles que cartes, feuilles d'avis, feuilles de voyageurs, etc.

Art. 84. Les comptes de trimestre transmis en conformité des dispositions de l'article précédent, à la direction-générale, y seront vérifiés par le bureau de comptabilité, ensuite renvoyés aux comptables par le directeur-général qui, selon l'exigence des cas, ordonnera l'encaissement des débits, ou en déchargera provisoirement le comptable.

Sur ces comptes par trimestres, chaque comptable formera, à la fin de l'année, son compte annuel qu'il transmettra, avec toutes les pièces justificatives, au plus tard le 15 février de l'année suivante, à la direction-générale; celle-ci, après l'avoir vérifié, le fera passer à la chambre des comptes.

Art. 81. Die Berechnung mit den auswärtigen Posten geschieht durch die in den Tractaten und Verträgen bestimmten Grenz-Postämter. Zu dem Ende müssen die einander wechselseitig zuzusendenden Post-Charten so beschaffen seyn, daß sie zu gültigen Rechnungs-Belegen gebraucht werden können.

Art. 82. Alle halbe Monat haben Unsere Kreis-Postdirectoren, Postdirectoren und Expeditors eine Nachweisung des Bestandes ihrer Casse an den General-Director einzusenden, und die Cassen-Bestände an die General-Postcasse abzuliefern.

Art. 83. Nach Ablauf jedes Vierteljahrs stellen sie eine Rechnung auf, woraus die Einnahme und Ausgabe bei ihrem Bureau hervorgehet, und senden solche, nachdem sie vom Post-Secretär da, wo sich ein solcher findet, mit unterzeichnet worden, vor dem 15ten des ersten Monats im folgenden Vierteljahre mit sämtlichen Post-Charten, Fracht-, Personen-Zetteln und allen übrigen Belegen an Unsere General-Direction ein.

Art. 84. Die nach dem vorhergehenden Artikel eingesendeten vierteljährigen Rechnungen werden nach vorgängiger Prüfung durch das Rechnungs-Bureau an die Postämter vom General-Director zurückgeschickt, welcher, nach Befinden, die Einziehung der noch schuldigen Gelder verfügt, oder dem Rechnungsführer die vorläufige Erledigung seiner Rechnung (Décharge) ertheilt.

Auf den Grund dieser vierteljährigen Rechnungen stellen die Postämter am Ende jedes Jahres eine Jahres-Rechnung auf, und senden solche spätestens am 15ten Februar des folgenden Jahres mit allen Belegen an den General-Director ein, welcher, nach geschehener Prüfung derselben, solche an die Rechnungs-Kammer einschickt.

TITRE IX.

De l'Expédition des chariots de poste et des courriers.

Art. 85. Il est enjoint à tous les agens des postes de mettre dans l'expédition des postes et courriers la plus grande célérité possible.

Art. 86. Les courriers seront expédiés de suite, et ne pourront dans tous les relais intermédiaires être retardés tout au plus que d'un quart-d'heure; les chariots de poste y seront expédiés dans une demi-heure, et les uns et les autres en cinq minutes dans les relais d'expéditeurs. Le directeur-général fixera le tems où ils le seront dans les bureaux frontières et dans ceux des chefs-lieux d'arrondissement.

Art. 87. Le tems que les chariots et les courriers mettront à parcourir la distance d'un relais à un autre, sera déterminé particulièrement dans les marchés passés avec les maîtres de poste aux chevaux, de manière toutefois, qu'en général, hors les retards non prévus, les courriers parcourront le mille d'Allemagne en une heure de tems, et les chariots en une heure et demie.

Art. 88. Les bureaux des lieux du départ des courriers et chariots de poste remettront à ceux-ci une feuille de part, indiquant les distances et le tems fixé pour les parcourir. Les bureaux intermédiaires noteront sur le part le moment de l'arrivée et du départ, ainsi que les retards qui ont eu lieu et les raisons qui les ont fait naître.

Art. 89. Ces parts seront recueillis par le dernier bureau de la route, pour être transmis avec un relevé motivé des retards à la direction-générale, aux époques qui seront fixées par elle.

Art. 90. Il est enjoint aux autorités civiles et militaires de prêter main-forte et assistance chaque

Neunter Titel.

Von Abfertigung der fahrenden und reitenden Posten.

Art. 85. Allen Unsern Post-Officianten wird an-
befohlen, bei Abfertigung der fahrenden und reitenden Posten der möglichsten Geschwindigkeit sich zu befleißigen.

Art. 86. Auf allen Zwischen-Stationen muß die reitende Post sofort und spätestens in einer Viertelstunde, die fahrende Post aber in einer halben Stunde, auf Expeditionen sowohl die fahrende als reitende in fünf Minuten, abgefertigt werden. Die Zeit, binnen welcher solches auf den Gränz- und Kreis-Postämtern geschehen muß, wird von Unserm General-Director festgesetzt werden.

Art. 87. Die Zeit, binnen welcher die fahrenden und reitenden Posten von einer Station zur andern befördert werden sollen, wird durch die mit den Posthaltern abgeschlossenen Verträge genauer bestimmt, dergestalt jedoch, daß wenn nicht besondere Umstände es unmöglich machen, die reitende Post die teutsche Meile in einer, die fahrende Post aber in einer und einer halben Stunde zurücklegen soll.

Art. 88. Es soll sowohl den reitenden als fahrenden Posten vom ersten Abgangs-Postamte ein Stundenzettel mitgegeben werden, welcher die Entfernungen, desgleichen die Zeit, binnen welcher solche zurückzulegen ist, enthält. Auf diesem Stundenzettel sollen die Zwischen-Postämter die Ankunfts- und Abgangszeit genau, so wie die Verspätungen und gegründeten Entschuldigungen, bemerken.

Art. 89. Diese Stundenzettel müssen auf dem Postamte am Ende des Courses gesammelt werden, und nach

fois qu'elles en seront requises par les agens des postes. Il n'est permis à aucun particulier, sous quelque prétexte que ce soit, d'arrêter les courriers, diligences ou extra-postes, même dans le cas où ses propriétés auraient été endommagées par les postillons, chevaux et voitures, sauf toutefois le recours des parties intéressées à qui de droit.

TITRE X.

De la sûreté des postes, des précautions à prendre à cet égard, et de la responsabilité des Agens des postes envers la caisse générale.

Art. 91. Notre Ministre des finances est autorisé, en conformité des dispositions de l'art. 1^{er}, à faire restituer par la caisse générale des postes, sur la proposition du directeur-général, la valeur indiquée sur l'adresse des enveloppes et sur les reçus fournis par l'administration des postes, des sommes et objets quelconques perdus sur nos postes, et à faire poursuivre les agens des postes pour les obliger à la restitution, s'il y a lieu.

Art. 92. Du moment où le bureau des postes sera nanti du reçu des particuliers sur les sommes et effets que la poste leur a délivrés, toutes les réclamations qu'ils pourraient élever, pour obtenir compensation ou dédommagement, ne seront plus admissibles.

Art. 93. Il leur sera loisible toutefois de refuser le récépissé et l'acceptation des effets et valeurs en

ihnen ist ein Versäumniß-Extract aufzusetzen, und beides an die General-Direction zu denen von denselben zu bestimmenden Zeitpunkten einzusenden.

Art. 90. Allen Unsern Militär- und Civilbehörden wird befohlen, auf Ersuchen der Post-Officianten die verlangte Hülfe und thätigen Beistand leisten zu lassen. Es ist keinem Privatmanne, und unter keinem Vorwande, erlaubt, die reitenden, fahrenden oder Extra-Posten anzuhalten, selbst nicht in dem Falle, daß durch die Postillons, Pferde oder Wagen ein Schaden zugesügt worden sey; jedoch bleibt es den interessirten Theilen vorbehalten, sich an die competente Behörde zu wenden.

Zehnter Titel.

Von der Sicherheit der Posten, den deshalb zu treffenden Maaßregeln und der Verantwortlichkeit der Post-Officianten gegen die General-Postcasse.

Art. 91. Unser Finanzminister wird in Gemäßheit der im 1sten Artikel enthaltenen Bestimmungen ermächtigt, auf den Antrag Unseres General-Directors den auf der Adresse und in den Postscheinen angegebenen Werth aller auf Unseren Posten verlorenen Gelder und Effecten aus der General-Postcasse ersetzen und die zur Wiedererstattung verpflichteten Post-Officianten im eintretenden Falle gesetzlich verfolgen zu lassen.

Art. 92. Nach Auswechselung des Empfangscheines gegen die Gelder und Sachen kann kein weiterer Anspruch auf irgend eine Vergütung oder Entschädigung an Unsere General-Postcasse gemacht werden.

Art. 93. Die Empfänger sind dagegen befugt, bei der geringsten Verletzung der Siegel, äußerlichen

argent, s'ils trouvent les cachets altérés, les paquets endommagés, ou s'ils ont lieu de croire qu'un échange a eu lieu. Ils pourront, dans ces cas, exiger que les paquets soient ouverts en leur présence au bureau de poste, pour que le contenu en soit constaté.

Art. 94. La caisse générale des postes ne garantit point les malles et effets des voyageurs, lesquels pourront exiger cependant d'être placés sur la même voiture où se trouvent leurs bagages.

Art. 95. Les compensations faites par la caisse générale des postes pour les effets perdus ou endommagés, seront au compte des directeurs, maîtres de postes aux chevaux, expéditeurs, conducteurs, qui, en négligeant les précautions prescrites, ou dictées par les circonstances, auront occasionné la perte des objets, sauf leur recours contre les agens subalternes, tels que waguemestres, postillons, etc.

Art. 96. Cette compensation par les agens des postes aura lieu, même dans le cas où la poste aurait été volée de force ouverte, lorsque le peu de sûreté de la route, l'importance des sommes ou des effets transportés par le chariot de poste, ou toute autre circonstance de cette nature, auraient dû les porter à demander une escorte armée suffisante.

Art. 97. Il est enjoint aux autorités civiles et militaires, sous la même responsabilité, de ne point refuser aux agens des postes, conducteurs, l'escorte militaire, ou, à son défaut, toute autre escorte armée qu'ils pourraient être dans le cas de requérir.

Beschädigung der Pakete, oder bei veranlaßtem Verdachte einer geschehenen Vertauschung, die Ertheilung des Empfangsscheines und die Annahme der Gelder und Sachen zu verweigern, wie auch die Öffnung der Pakete u. s. w. im Post-Bureau und in ihrer Gegenwart, so wie die Beurkundung ihres Inhalts, zu verlangen.

Art. 94. Für die Koffer und Effecten der Reisenden leistet die General-Postcasse keine Gewähr, dahingegen die Reisenden verlangen können, daß ihnen ihr Sitz auf demselben Wagen angewiesen werde, auf welchen jene gepackt sind.

Art. 95. Den von der General-Postcasse wegen Verlustes oder Beschädigung von Postgütern geleisteten Ersatz muß derjenige Postdirector, Postmeister, (Posthalter), Post-Expéditeur, und Conductor, welcher durch Vernachlässigung der vorgeschriebenen oder in der Natur der Sache liegenden Vorsichtsmaßregeln solchen veranlaßt hat, mit Vorbehalt seines Regresses gegen die Unterbedienten, als Waguemeister, Postillons u. s. w. wieder erstatten.

Art. 96. Diese Rückerstattung durch die Postofficianten findet selbst bei gewalthätigen Beraubungen statt, wenn bei eingetretener Unsicherheit der Sendung, desgleichen wenn sich beträchtliche Gelder oder Werthsachen auf den Postwägen befinden, oder wegen anderer Umstände dieser Art die Postofficianten zum Begehren hinreichender bewaffneter Bedeckungen hätten veranlaßt werden müssen, und diese solches gleichwohl unterlassen haben.

Art. 97. Unseren Militär- und Civilbehörden wird dagegen bei gleicher Verantwortlichkeit befohlen, auf Ersuchen der Postbeamten und Conducteurs, die Beigebung der verlangten hinlänglichen Militär- oder in deren Ermangelung jeder andern bewaffneten Bedeckung zu verfügen.

Art. 98. Il sera accordé sur la caisse des postes, par homme et par mille, cinquante centimes à l'escorte militaire, et quatre-vingts centimes à l'escorte bourgeoise, lesquelles escortes toutefois ne pourront exiger ni le logement, ni la nourriture.

TITRE XI.

Des Fraudes et des Précautions à prendre pour les prévenir.

Art. 99. Les directeurs d'arrondissement, directeurs et expéditeurs des postes seront responsables de toutes les fraudes et vols commis dans leurs bureaux.

Art. 100. Lorsqu'une fraude viendra à être découverte, les agens dresseront de suite procès-verbal du fait, dénonceront, s'ils le jugent à propos, le coupable aux magistrats pour le poursuivre et l'arrêter, s'il y a lieu.

Si le prévenu est du nombre des agens des postes, le directeur d'arrondissement prendra toutes les mesures que la sûreté du service rendra nécessaires. Il en prévendra sans délai le procureur-du-Roi, en lui transmettant le susdit procès-verbal, dont un double sera envoyé à la direction-générale des postes.

Art. 101. Sur la route où sont établis les chariots de poste, il est défendu à tout voiturier ou roulier, chargeant dans le Royaume, de transporter des lettres ou gazettes, et de même de transporter des sommes ou paquets quelconques au-dessous du poids de 20 livres, ou de réunir des paquets et sommes appartenant à diverses personnes, afin de les porter au niveau du susdit poids, sous peine d'une amende de 20 francs,

Art. 98. Aus der Postcasse soll einem jeden Mann und auf eine Meile bei einer militärischen Bedeckung fünfzig Centimen und bei einer Bürgerbegleitung achtzig Centimen bezahlt werden, dahingegen keine freie Einquartirung, noch weniger Beköstigung, verlangt werden kann.

Filfter Titel.

Von Unterschleifen und den Maaßregeln, solche zu verhüten.

Art. 99. Die Kreis-Postdirectoren, Postdirectoren und Post-Expeditors sind für alle in ihren Büreux vorkommenden Unterschleife und Diebstähle verantwortlich.

Art. 100. Bei Entdeckung eines Unterschleifs oder eines Diebstahls sollen die Postofficianten sofort ein Protocoll über den Thatbestand aufnehmen, und nach Ermessen den Schuldtafelundenen der Obrigkeit anzeigen, damit diese solchen verfolgen und, wenn sie es nöthig findet, verhaften lasse.

Ist der Schuldige ein Postbediente, so muß der Kreis-Postdirector die für die Sicherheit des Dienstes erforderlichen Maaßregeln ergreifen, jedoch alsbald davon, unter Mittheilung des Protocolls, dem königlichen Procurator Anzeige thun, und ein Dupplicat des Protocolls an Unsere General-Direction der Posten einsenden.

Art. 101. Auf Straßen, wo Postwagen errichtet sind, darf bei einer Strafe von zwanzig Franken oder achtzigem Gefängnisse kein Kutscher oder Fuhrmann Briefe oder Zeitungen, dergleichen Geld und andere Packete unter zwanzig Pfund transportiren, oder von verschiedenen Personen gesammelte Gegenstände zusammenpacken, um das bemerkte Gewicht zu erreichen. Bei gleicher Strafe ist allen Personen,

ou de huit jours de détention. Il est défendu, sous la même peine, à toutes personnes de quelque qualité ou condition qu'elles soient, étrangères au service des postes, et qui font métier du transport, de se charger d'aucune lettre, d'aucun paquet de lettres, journaux ou feuilles périodiques, et tous autres objets dont le transport serait réservé aux postes sur toutes les routes où le service de cette administration existerait, et sans l'autorisation de celle-ci, sauf les exceptions mentionnées aux articles suivans.

Art. 102. Il est libre aux particuliers de se servir d'express pour faire transporter des lettres ou paquets; mais ces express ne pourront se charger de lettres et paquets de plusieurs personnes-à la fois.

Art. 103. Les huissiers ne doivent pas transporter des lettres ou paquets cachetés, autres que des papiers de procédure, et les autorités constituées en répondront, si elles les en avaient chargés.

Art. 104. Lorsqu'il y a lieu de supposer que, pour frauder la poste, on a renfermé des lettres dans des paquets et caisses, ou qu'on les a cachés parmi les objets transportés par le chariot de poste, les agens des postes pourront exiger la vérification du contenu des enveloppes.

Art. 105. Les adresses des valeurs en argent ou d'autres objets précieux devront indiquer au juste le montant ou le prix de ces objets. Tout particulier qui aurait négligé cette formalité, ou fait, par dol ou fraude, une fausse indication, sera poursuivi et puni en conséquence.

Art. 106. Il est enjoint à tous les agens des contributions indirectes, de la police et de la gen-

von welchem Stande sie seyn mögen, welche ohne zum Postdienste zu gehören, mit dem Transporte ein Gewerbe treiben, untersagt, sich mit Beförderung von Briefen, Briefpacketen, Zeitungen und andern periodischen Blättern, so wie überhaupt solchen Gegenständen, deren Transport den Posten vorbehalten ist, auf Straßen, wo solche errichtet sind, ohne Ermächtigung der General-Verwaltung zu befassen, mit alleiniger Ausnahme der in den folgenden Artikeln bestimmten Fälle.

Art. 102. Es bleibt zwar gestattet, zur Bestellung von einzelnen Briefen und Packeten eigene Boten zu gebrauchen, jedoch dürfen diese nicht Briefe und Packete von mehreren Personen zugleich zur Bestellung annehmen.

Art. 103. Die Gerichtsboten dürfen keine versiegelten Briefe und Packete befördern, außer in Processachen, und die vorgesetzten Behörden sind dafür verantwortlich, wenn sie solche mit deren Bestellung beauftragt haben.

Art. 104. Wenn ein gegründeter Verdacht vorhanden ist, daß in der Absicht, Unterschleife zum Nachtheile der Post zu begehen, mehrere Briefe in Packeten oder Kisten auf die fahrende Post gegeben, oder mit andern Postgütern verpackt worden sind, so sind die Post-Officianten befugt, die Vorzeigung des Inhalts zu verlangen.

Art. 105. Die Absender müssen auf den Adressen, welche zu Geldern oder andern kostbaren Sachen gehören, den wahren Werth genau angeben, widrigensfalls sie vor Gericht gezogen und gestraft werden sollen. Dieß findet auch Statt, wenn betrügerischerweise, oder in der Absicht, Unterschleife zum Nachtheile der Post zu begehen, eine falsche Angabe gemacht ist.

Art. 106. Alle, bei der Administration der indirecten Steuern angestellten, Officianten, Polizei-Agenten und die Gendarmerie werden befehligt, ihre Auf-

darmerie, de surveiller les contraventions aux droits de nos postes.

TITRE XII.

De l'expédition des extra-postes, courriers, estafettes, et du tarif qui les concerne.

Art. 107. Les maîtres de la poste aux chevaux de notre Royaume auront seuls le droit de transporter les extra-postes, courriers et estafettes.

Art. 108. Il est défendu aux voituriers, entrepreneurs de voitures de louage, ainsi qu'à tous ceux qui font l'état de loueurs de chevaux, d'établir des relais pour transporter les voyageurs avec des chevaux de rechange.

Art. 109. Ils pourront cependant se charger du transport des voyageurs, pourvu que ce soit avec les mêmes chevaux. Si la route à faire excède neuf kilomètres ou un mille, ils se feront délivrer, au bureau de poste le plus prochain, un permis, et payeront 15 centimes par mille pour chaque cheval.

Art. 110. Les maîtres de la poste aux chevaux tiendront toujours prêt le nombre de chevaux requis, de manière que dans les routes les plus fréquentées, ces chevaux soient à la disposition des extra-postes, dans un quart-d'heure au plus tard, à celle des courriers et estafettes dans dix minutes; et que dans les routes de traverse et peu fréquentées, les chevaux pour les courriers et estafettes soient prêts dans le même espace, et ceux des extra-postes, au plus tard, au bout d'une demi-heure.

Art. III. Dans le cas où les chevaux sont demandés à l'avance, les courriers et estafettes devront être expédiés en cinq minutes, les extra-postes en dix minutes, sans distinction de route.

merksamkeit auf die Uebertretungen der Verfügungen wegen der Postgebühren zu richten.

Zwölfter Titel.

Von Beförderung der Extraposten, Courriere und Estafetten, und deren Tarif.

Art. 107. Bloß die im Umfange Unseres Königreichs angestellten Posthalter sollen befugt seyn, Extraposten, Courriere und Estafetten zu befördern.

Art. 108. Er wird daher sämmtlichen Lohnfuhrleuten und Andern, welche aus dem Vermiethen der Pferde ein Gewerbe machen, untersagt, förmliche Stationen anzulegen, oder Reisende mit Wechselfersden zu befördern.

Art. 109. Es soll ihnen gleichwohl erlaubt seyn, Reisende mit einerlei Pferden zu transportiren, jedoch müssen sie, wenn der zu machende Weg länger als neun Kilometer oder eine Meile ist, von dem ihnen zunächst liegenden Postamte einen Postfuhrschein lösen und für jedes Pferd auf jede Meile ein Stationsgeld von funfzehn Centimen bezahlen.

Art. 110. Die Posthalter sollen verbunden seyn, die von ihnen verlangte Anzahl Pferde sogleich zu liefern, und zwar auf Haupt-Poststraßen die Extraposten spätestens innerhalb einer Viertelstunde, die Courriere und Estafetten aber innerhalb zehn Minuten, auf Neben- und wenig befahrenen Wegen die Courriere und Estafetten in eben der Zeit, die Extraposten aber in einer halben Stunde spätestens weiter zu befördern.

Art. III. Sind aber die Pferde zum voraus bestellt, so müssen die Courriere und Estafetten in fünf Minuten, die Extraposten aber ohne Unterschied der Wege in zehn Minuten weiter befördert werden.

Art. 112. Les maîtres de la poste aux chevaux ne seront pas obligés de tenir prêts les chevaux commandés au-delà de six heures.

Ce tems écoulé, le voyageur ne pourra plus prétendre à être expédié avec la célérité que lui assure la précaution de commander à l'avance les chevaux.

Art. 113. Les voyageurs qui feront attendre les chevaux commandés, au-delà d'une heure dans le lieu du départ, et au-delà de trois heures dans les relais, payeront, pour chaque demi-heure subséquente d'attente, le prix d'un demi-mille au-delà de ceux du relais à parcourir. Dans le cas où le voyageur n'emploierait pas les chevaux commandés, ou les ferait attendre dans le lieu du départ au-delà de trois heures, et aux relais, au-delà de six heures, il payera, outre le susdit droit d'attente, le quart du montant de la taxe.

Art. 114. Les courriers et estafettes parcourront le mille d'Allemagne en une heure de tems, les extra-postes, dans une heure, si la route est en bon état; mais dans les routes sablonneuses ou dégradées, dans une heure et demie.

Art. 115. Les postillons qui se relaient sans la permission des voyageurs, ou s'arrêtent devant un cabaret dans une route de moins de trois milles, encourront une amende de trois francs.

Art. 116. Les postillons seront munis d'une feuille de part, sur laquelle seront marqués la distance et le tems nécessaire pour la parcourir. Chaque maître de poste ou vaguemestre y mettra les heures de départ et d'arrivée, ou chargera le voyageur de ce soin.

Art. 117. Le voyageur aura le droit de se faire présenter cette feuille de part pour y inscrire ses observations détaillées, et en cas de plainte, le

Art. 112. Die Posthalter sind nicht schuldig, die voraus bestellten Pferde länger als sechs Stunden bereit zu halten, und es kann der Reisende nach dieser Zeit auf die bei der Vorausbestellung zugesicherte schnellere Beförderung keine weiteren Ansprüche machen.

Art. 113. Die Reisenden, welche die bestellten Pferde am Orte der Abfahrt über eine Stunde, dessgleichen auf den Stationen über drei Stunden warten lassen, müssen für jede folgende halbe Stunde eine halbe Meile mehr, als die zu fahrende Station beträgt, bezahlen. Im Fall aber der Reisende die bestellten Pferde gar nicht brauchen will, oder am Orte der Abfahrt über drei und auf den übrigen über sechs Stunden warten läßt, soll er den vierten Theil des betragenden Postgeldes, außer dem Wartegeld, bezahlen.

Art. 114. Courriere und Estafetten sollen die deutsche Meile in einer Stunde, Extraposten auf guten festen Wegen ebenfalls in einer Stunde, auf sandigen, schlechten oder verdorbenen Wegen aber in anderthalb Stunden zurücklegen.

Art. 115. Postillons, welche ohne Erlaubniß der Reisenden wechseln, oder auf Stationen unter drei Meilen bei einem Wirthshause anhalten, verfallen in eine Strafe von drei Franken.

Art. 116. Den Postillons soll ein Begleitzettel mitgegeben werden, auf welchem die Entfernung und die Zeit, binnen welcher solche zurückgelegt werden muß, bemerkt ist. Jeder Postmeister oder Wagenmeister muß darauf die Abgangs- und die Ankunftszeit bemerken, oder den Reisenden hiermit beauftragen.

Art. 117. Der Reisende kann verlangen, daß ihm dieser Stunden- oder Begleitzettel auf jeder Station vorgelegt werde, um seine Zufriedenheit zu

maître de la poste aux chevaux fera de suite les recherches nécessaires, dont il marquera le résultat sur la même feuille en présence des voyageurs. Dans le cas où ceux-ci refuseraient de faire les observations ci-dessus, le maître de poste l'énoncera sur la feuille.

Art. 118. Ces feuilles de part seront recueillies au dernier bureau de la route, et transmises à la direction-générale tous les huit jours.

Art. 119. Pour constater les contraventions aux articles précédens, il sera tenu, conformément à l'ordre déjà existant de notre directeur-général, pour chaque maître de poste, un registre coté et paraphé par le maire de la situation des relais.

Les voyageurs pourront y consigner leurs plaintes; les maîtres de poste sont tenus de les présenter à la réquisition des voyageurs qui auraient des plaintes à faire, mais ceux-ci sont aussi tenus d'inscrire leurs noms, qualités et demeures.

Art. 120. Dans le cas d'un relais vacant ou abandonné, les deux maîtres de poste voisins sont tenus de se communiquer sur-le-champ et sans attendre l'ordre de la direction-générale, lorsqu'il n'en résultera qu'une course de trois milles ou trois postes et demie, les maîtres de poste ne pourront prétendre à aucun dédommagement; mais si la course se trouve plus étendue, il leur sera payé, indépendamment du prix ordinaire pour les distances parcourues, une demi-poste d'augmentation pour leur tenir lieu du rafraîchissement des chevaux, jusqu'à concurrence de quatre postes et demie, et le prix d'une poste un tiers, lorsque la course surpassera cette dernière distance, et jusqu'à concurrence de six milles, terme au-delà duquel ils ne peuvent être tenus de se communiquer.

bezeugen oder die etwa habenden Beschwerden genau anzuführen; letztere soll der Posthalter sofort untersuchen, und das hieraus sich ergebende Resultat darauf unter in Gegenwart des Reisenden bemerken. Weigert sich dieser das eine oder das andere zu thun, so muß dieses der Posthalter darunter anführen.

Art. 118. Diese Begleitzettel sollen in dem letzten Postamte gesammelt und alle acht Tage an die General-Direction eingeschickt werden.

Art. 119. Um die Uebertretungen der vorhergehenden Artikel zu bekräftigen, soll jeder Postmeister in Gemäßheit der schon bestehenden Anordnung Unseres General-Directors ein vom Maire seines Wohnorts mit der Seitenzahl und dem Namenszuge versehenes Register führen, und solches auf Verlangen des Reisenden ohne Weigerung vorlegen, damit diese unter Beifügung ihres Namens, Standes, und ihres Wohnorts die etwa habende Beschwerde darin verzeichnen können.

Art. 120. Im Fall eine Station unbesezt oder verlassen seyn sollte, sind die beiden benachbarten Stationen verbunden, sofort, und ohne erst die Befehle der General-Direction abzuwarten, unmittelbar mit einander in Verbindung zu treten. Entsteht hieraus nur ein Weg von drei Meilen oder $3\frac{1}{2}$ Posten, so sollen die Postmeister dafür keine besondere Vergütung fordern können. Ist aber der Weg länger, jedoch nicht über vier und eine halbe Post, so soll ihnen als Entschädigung für das Futter der Pferde außer dem ihnen ohnehin gebührenden Postgelde eine halbe Post, in dem Falle aber $1\frac{1}{2}$ Post vergütet werden, wenn der Weg weiter als vier und eine halbe Post ist. Ueber die Entfernung von sechs Meilen hinaus sind sie gar nicht schuldig, mit einander in Verbindung zu treten.

Tarif du prix des chevaux de poste et des guides des postillons.

Art. 121. Les chevaux fournis par les maîtres de la poste aux chevaux seront payés comme suit:

Pour un cheval de courrier, par mille. 2 fr. 30 c.

Idem d'estafette, y compris le postillon. 2 30

Idem d'extra-poste 1 60

On payera en outre:

Pour une calèche découverte, par mille. " 60

Idem mi-couverte. " 90

Au postillon, par mille " 75

Les extra-postes, au vaguemestre, y compris le graissage " 60

Art. 122. Il sera payé, à titre de poste royale, pour les chevaux de courriers et d'extra-poste, partant de notre résidence, 40 cent. par cheval et pour le premier mille, en sus de la taxe ordinaire.

Art. 123. Dans le cas où les voyageurs désireraient retourner avec les mêmes chevaux avec lesquels ils sont partis, ils en préviendront le relais du départ, et y payeront, pour le retour, la moitié de la taxe et de la rétribution allouée aux postillons.

Art. 124. Cependant s'ils s'arrêtent au-delà de trois heures, ils perdront non-seulement la moitié de la taxe et de ce qui revient au postillon payé d'avance, mais ils seront tenus de faire le retour avec les chevaux du relais où ils se trouvent, lesquels ils payeront d'après la taxe, à moins qu'ils ne se soient arrangés à l'amiable avec le maître de la poste aux chevaux du relais où ils se trouvent, et le postillon qui les y a conduits.

Tarif des Extrapost- und Trinkgeldes.

Art. 121. Für die Stellung der Pferde soll den Postmeistern

für ein Courier-Pferd von der Meile 2 Fr. 30 St.

für ein Estafette-Pferd mit Inbegriff des Postillons 2 30

für ein Extrapost-Pferd 1 60

Sodann:

für eine unbedeckte Post-Calesche, von der Meile " 60

für eine halbbedeckte Post-Calesche " 90

an Trinkgeld dem Postillon für die Meile " 75

dem Wagenmeister für die Station, mit Einschluß des Schmiergeldes, bei Extraposten " 60

bezahlt werden.

Art. 122. Unter dem Titel: „Königliche Post,“ soll für jedes aus Unserer Residenz abgehende Courier- und Extrapost-Pferd für die erste Meile eine Vermehrung von vierzig Centimen, außer dem tarifmäßigen Postgelde, erhoben werden.

Art. 123. Sollten Reisende mit den nämlichen Pferden, welche sie nach einem Orte gebracht haben, zurückreisen wollen, so müssen sie solches der Station, wo sie abreisen, anzeigen, und für die Zurückreise die Hälfte des Postgeldes und Trinkgeldes bezahlen.

Art. 124. Wenn sie sich jedoch über drei Stunden aufhalten, so ist nicht nur das bezahlte halbe Post- und Trinkgeld verfallen, sondern es muß auch die Zurückreise mit den Pferden der Station, wo sie sich befinden, gegen Erlegung des vollen Post- und Trinkgeldes geschehen, es sey denn, daß die Reisenden sich mit dem Posthalter der Station, wo sie sich befinden,

Art. 125. Le nombre des postillons et chevaux à employer pour les différens services est réglé comme suit :

1^o *Courriers à franc-étrier.*

Tout courrier à franc-étrier qui n'accompagne pas une voiture, doit avoir un postillon monté pour lui servir de guide, et qu'il ne pourra pas dépasser.

Art. 126. Un seul postillon ne peut conduire que trois courriers à franc-étrier; s'il y a quatre courriers, il faut deux postillons.

2^o *Voitures montées sur deux roues ayant brancard, cabriolets et autres voitures y assimilées montées sur quatre roues.*

Art. 127. Les voitures montées sur deux roues et à brancard, ainsi que les cabriolets et calèches à quatre roues, chargées d'une ou de deux personnes, seront conduits par un postillon et attelés de deux chevaux. Le postillon pourra demander à prendre place sur le siège du cocher.

Chargées de trois ou quatre personnes, elles seront conduites par un postillon et attelées de trois chevaux. Les chars à bancs, dits *Stuhlwagen* ou *Korbwagen*, ne seront attelés que de deux chevaux, s'ils ne sont chargés que jusqu'à quatre personnes.

Art. 128. Toutes les voitures à quatre roues, à soufflet, à deux places seulement, soit calèche, soit chariot allemand, même ayant un timon, sont assimilés aux cabriolets ordinaires de poste.

3^o *Autres voitures montées sur quatre roues, à fond.*

Art. 129. Les voitures montées sur quatre roues, dites carosses coupés (*Schwimmer*), à un seul fond, soit à limonière, soit à timon, et chargées d'une personne avec malle, vache ou porte-manteau,

und dem Postillon, welcher sie dahin gebracht hat, anders gültlich vergleichen.

Zahl der für die verschiedenen Dienstzweige erforderlichen Postillons und Pferde.

I. *Reitende Courriere.*

Art. 125. Jeder reitende Courier, der nicht einen Wagen begleitet, soll einen Postillon zu Pferde zum Führer nehmen, welchem er nicht vorreiten darf.

Art. 126. Ein Postillon kann nur drei reitende Courriere führen; vier reitende Courriere müssen von zwei Postillons geführt werden.

II. *Cabriolets, zweirädrige und diesen gleichgestellte vierrädrige Wagen.*

Art. 127. Cabriolets, Wagen auf zwei Rädern und Caléschen auf vier Rädern mit einer oder zwei Personen sollen von einem Postillon mit zwei Pferden gefahren werden. Der Postillon soll seinen Sitz auf dem Kutschbock verlangen können.

Enthalten dieselben drei oder vier Personen, so sollen sie von einem Postillon mit drei Pferden gefahren werden. Die Stuhl- oder Korbwagen jedoch sollen nur mit zwei Pferden bespannt werden, wenn sie nicht mehr als vier Personen führen.

Art. 128. Alles vierrädrige Fuhrwerk, welches halb bedeckt und nur zu zwei Plätzen ist, es sey Calésche oder deutscher Wagen, soll selbst, wenn es eine Deichsel hat, den gewöhnlichen Post-Cabriolets gleich behandelt werden.

III. *Bedeckte vierrädrige Wagen mit einem Sitze.*

Art. 129. Bedeckte vierrädrige Kutschen mit einem Sitze, zweisitzige Kutschen oder Schwimmer ges-

ou sans ces objets, seront attelées de trois chevaux et conduites par un postillon;

Chargées de deux personnes, avec une vache ou une malle, ou un porte-manteau seulement, elles seront attelées de trois chevaux et conduites par un postillon;

Chargées de deux personnes, avec une vache, une malle et un porte-manteau, ou avec deux de ces objets seulement, elles seront conduites par un postillon et attelées de trois chevaux;

Chargées de trois personnes, avec une vache, ou malle, ou un porte-manteau seulement, elles seront conduites par un postillon et attelées de trois chevaux;

Chargées de trois personnes, avec une malle, une vache et porte-manteau, ou avec deux de ces objets seulement, elles seront conduites par un postillon et attelées de quatre chevaux;

Chargées de quatre personnes, avec malle, vache et porte-manteau, ou sans ces objets, elles seront attelées de six chevaux et conduites par deux postillons.

4° Voitures montées sur quatre roues, à fond double.

Art. 130. Les voitures à soufflet (Landauer) les berlines et les bâtardes à double fond, chargées d'une à trois personnes, avec une malle et une vache, seront attelées de quatre chevaux et conduites par un postillon;

Chargées de quatre personnes et au-delà, avec une malle et une vache, ou de trois personnes, mais avec deux malles et une vache, elles seront conduites par deux postillons et attelées de six chevaux.

Art. 131. Pour les chevaux qui ne se trouvent point effectivement attelés, il ne sera point exigé de paiement.

Pferden bespannt und von einem Postillon geführt werden.

Sind sie mit zwei Personen und einer Wasche, oder einem Coffer, oder einem Mantelsacke, belastet, so sollen sie ebenfalls mit drei Pferden bespannt und von einem Postillon geführt werden.

Sind sie mit zwei Personen nebst einer Wasche, einem Coffer und einem Mantelsacke, oder zweien dieser Gegenstände, belastet, so sollen sie mit drei Pferden bespannt, und von einem Postillon geführt werden.

Sind sie mit drei Personen und nur einer Wasche, einem Coffer oder einem Mantelsacke, belastet, so sollen sie gleichfalls mit drei Pferden bespannt und von einem Postillon geführt werden.

Sind sie mit drei Personen und einem Coffer, Wasche und Mantelsack, oder mit zweien dieser Gegenstände, belastet, so sollen sie mit vier Pferden bespannt, und von einem Postillon geführt werden.

Sind sie mit vier Personen nebst Coffer, Wasche und Mantelsack, oder ohne diese Gegenstände, belastet, so sollen sie mit sechs Pferden bespannt und von zwei Postillons geführt werden.

IV. Vierrädrige Wagen mit vier Sätzen.

Art. 130. Viersitzige Landauer Wagen, Kutschen und Batarde, wenn sie mit drei oder weniger Personen, nebst einem Coffer und Wasche belastet sind, sollen mit vier Pferden bespannt und von einem Postillon geführt werden.

Sind sie mit vier Personen und überdies mit einer Wasche und einem Coffer oder mit drei Personen, aber mit zwei Coffern und einer Wasche belastet, so sollen sie mit sechs Pferden bespannt und von zwei Postillons geführt werden.

Art. 131. Pferde, welche nicht wirklich angespannt sind, sollen nicht bezahlt werden.

5° *Augmentation du nombre de chevaux.*

Art. 132. Nul maître de poste ne pourra faire atteler, contre le gré du voyageur, un plus grand nombre de chevaux que celui spécifié ci-dessus, à moins qu'à raison de la situation de son relais, il n'y ait été autorisé par un ordre spécial, que, sous notre approbation, le directeur-général des postes lui aurait fait délivrer, et qui sera imprimé et affiché aux relais.

6° *Du Chargement des chevaux et voitures.*

Art. 133. Un enfant de six ans et au-dessous ne pourra être considéré comme voyageur; deux enfans de quelque âge qu'ils soient tiendront toujours lieu d'un voyageur.

Art. 134. Il sera permis aux courriers à franc-étrier de se servir de leur propre selle, mais ils ne pourront mettre aux chevaux de poste des brides à eux appartenant.

Art. 135. Tout courrier à franc-étrier ne peut faire porter au cheval qu'il monte que ce qui peuvent contenir en menus effets les poches de la selle; s'il y a un porte-manteau, il doit être porté en croupe par le postillon, pourvu toutefois qu'il n'excède point le poids de 15 kilogrammes ou 30 livres.

Art. 136. Les voitures montées sur deux roues ne pourront être chargées sur le derrière de plus de 50 kilogrammes ou 100 livres, et sur le devant de plus de 20 kilogrammes ou 40 livres.

Art. 137. Il sera loisible aux voyageurs allant en poste d'exiger un cheval de selle, à payer d'après la taxe des chevaux de courriers, pour précéder la voiture; mais celui qui le monte ne pourra partir qu'avec la voiture, et attendra son arrivée au relais prochain.

V. *Vermehrung der Zahl der Pferde.*

Art. 132. Kein Postmeister darf wider den Willen des Reisenden eine größere Anzahl Pferde, als hier oben bestimmt ist, anspannen lassen, wenn er nicht in Rücksicht der Lage seiner Station durch einen besondern mit Unserer Genehmigung vom General-Director der Posten ihm zugefertigten Befehl dazu berechtigt worden ist. Diese besonderen Befehle sollen gedruckt und im Posthause angeschlagen werden.

VI. *Belastung der Pferde und Wagen.*

Art. 133. Ein Kind von sechs Jahren und darunter soll nicht als Reisender betrachtet werden; zwei Kinder, von welchem Alter sie auch sind, sollen immer für einen Reisenden gerechnet werden.

Art. 134. Den Courrieren soll es erlaubt seyn, ihren Sattel, nie aber ihren eigenen Zaum, den Postpferden aufzulegen.

Art. 135. Ein reitender Courier soll das Pferd, welches er selbst reitet, nur mit Kleinigkeiten, welche in die Satteltaschen gepackt werden können, belassen. Hat er einen Mantelsack, so muß dieser hinter dem Sattel des Postillons aufgebunden werden; er darf jedoch nicht mehr als 15 Kilogrammen oder 30 Pfund wiegen.

Art. 136. Zweirädriges Fuhrwerk darf hinten mit nicht mehr als 50 Kilogrammen oder 100 Pfund, und vorn mit nicht mehr als 20 Kilogrammen oder 40 Pfund bepackt werden.

Art. 137. Den Reisenden soll auf Verlangen ein Pferd zum Vorreiten vor dem Wagen gegen Erlegung der Courier-Taxe gegeben werden. Der Vorreiter muß aber mit dem Wagen abreiten, und dessen Ankunft auf der folgenden Station erwarten.

Art. 138. Les voyageurs ne pourront exiger que leurs cochers les mènent de préférence aux postillons.

Art. 139. Les voyageurs arrivant par la poste ordinaire ou l'extra-poste, devront continuer leur route de la même manière, à moins qu'ils n'aient fait un séjour de vingt-quatre heures au lieu du relais, ou qu'ils ne se servent de leurs propres chevaux.

Art. 140. Les maîtres de poste ne peuvent être contraints à fournir des chevaux pour être attelés à une voiture avec d'autres que ceux employés au service de la poste.

Art. 141. Les maîtres de la poste aux chevaux seront responsables de la conduite de leurs postillons, et tenus de compenser les pertes que la négligence ou l'ivrognerie de ces derniers pourra occasionner aux voyageurs.

Art. 142. Ils s'adresseront aux autorités locales pour obtenir les chevaux de réserve qu'ils pourraient se trouver dans le cas de réclamer, afin que ces autorités donnent ordre à qui de droit de les fournir.

Art. 143. Les individus qui auront à fournir les chevaux de réserve recevront, outre la taxe pour les chevaux d'extra-poste, la rétribution à donner par les voyageurs.

TITRE XIII.

Des Peines et Amendes.

Art. 144. Les agents des postes et employés subalternes, tels que vaguemestres, facteurs et postillons, qui donneraient lieu à de justes plaintes de la part des voyageurs ou du public, seront punis d'une amende jusqu'à la concurrence de 200 francs.

Art. 145. Les autorités administratives et judiciaires protégeront efficacement les agents des

Art. 138. Reisende können nicht verlangen, sich durch ihre Kutscher fahren zu lassen, sondern müssen sich dazu der Postillons bedienen.

Art. 139. Reisende, welche mit dem Postwagen oder mit Extrapost ankommen, müssen auch auf diese Weise weiter reisen, wenn sie sich nicht über vier und zwanzig Stunden auf der Station aufgehalten haben, oder sich ihrer eignen Pferde bedienen wollen.

Art. 140. Die Postmeister können nicht dazu angehalten werden, Pferde zu stellen, um solche mit andern, welche nicht zum Postdienste gehören, an einen Wagen zusammen zu spannen.

Art. 141. Die Postmeister (Posthalter) sind für das Betragen ihrer Postillons verantwortlich, und müssen den Schaden ersetzen, welchen die Reisenden durch deren Unvorsichtigkeit oder Trunkenheit leiden.

Art. 142. Wegen der nöthigen Hülfpferde haben sie sich bei Zeiten an die Ortsbehörden zu wenden, damit diese wegen Stellung der erforderlichen Pferde die nöthigen Befehle geben.

Art. 143. Den Einwohnern, welche die Requisitionspferde stellen, soll außer dem tarifmäßigen Extrapost-Gelde das von den Reisenden gegebene Trinkgeld ausbezahlt werden.

Dreizehnter Titel.

Von den Strafen und Geldbußen.

Art. 144. Die Post-Officianten und Unterbedienten, als Wagenmeister, Briefträger und Postillons, welche zu gegründeten Beschwerden von Seiten der Reisenden oder des Publicums Veranlassung geben, verfallen in eine Geldstrafe bis zum Betrage von zweihundert Franken.

Art. 145. Dahingegen werden Unsere Verwaltungs- und richterlichen Behörden angewiesen, jene

postes contre toute insulte et offense quelconque, en examinant sans délai leurs plaintes, et y faisant droit, si elles se trouvent fondées.

Art. 146. Toute suppression, toute ouverture de lettres ou paquets, commise ou facilitée par les agens des postes, sera punie d'une amende de 100 à 300 francs. Le coupable sera de plus interdit de toute fonction ou emploi public, pendant deux ans au moins et six ans au plus.

Art. 147. Les agens des postes, qui, dans la vue de frauder les droits de poste, auront manqué d'inscrire sur la carte, feuille d'avis ou bulletin de voyageurs, les lettres, paquets et voyageurs, seront punis d'une amende de 100 à 300 francs pour chaque lettre, paquet ou voyageur. Cette amende ne sera que de deux à vingt francs, dans le cas où cette omission ne serait que l'effet de l'oubli ou d'une méprise.

Art. 148. Les agens et employés de nos postes, qui en auront fraudé les droits, souffert ou favorisé la fraude, seront punis de destitution; ils seront traduits par devant les tribunaux, pour être jugés conformément aux lois.

Art. 149. Les fonctionnaires publics qui abuseront de la franchise qui leur est accordée pour leur correspondance d'office, en l'étendant à leur correspondance privée ou à toute autre correspondance particulière, seront punis, la première fois, d'une amende de 200 francs, qui sera doublée en cas de récidive.

Art. 150. Les directeurs d'arrondissement, es directeurs particuliers et expéditeurs, ainsi que les maîtres de la poste aux chevaux, qui auront manqué de faire partir les courriers et cha-

gegen Beleidigungen oder gar Mißhandlungen auf das kräftigste zu schützen, die von ihnen deshalb vorgebrachten Beschwerden sofort zu untersuchen, und ihnen, wenn die letzten gegründet gefunden werden, Genugthuung zu verschaffen.

Art. 146. Jede Unterschlagung oder Eröffnung von Briefen oder Packeten, welche von Post-Officianten begangen oder erleichtert wird, soll mit einer Geldbuße von hundert bis dreihundert Franken bestraft und der Schuldige außerdem auf wenigstens zwei und höchstens sechs Jahre für unfähig erklärt werden, irgend ein öffentliches Amt oder Dienstgeschäft zu verwalten.

Art. 147. Die Post-Officianten, welche in der Absicht, das Postgeld zu defraudiren, in die Postchar-ten, Fracht- und Personen-Zettel Briefe, Packete oder Personen nicht eingetragen haben, werden für jeden Brief, Packet oder Reisenden mit einer Geldstrafe von hundert bis dreihundert Franken belegt. Geschah solches nur aus Vergessenheit oder Versehen, so soll die Geldbuße zwei bis zwanzig Franken betragen.

Art. 148. Die Postbeamten und Postbedienten, welche Unsere Poststeinkünfte defraudiren, oder Unterschleife zugeben oder begünstigen, werden mit dem Verlust ihres Amtes bestraft und an die Tribunale abgegeben, damit über sie nach den Gesetzen erkannt werde.

Art. 149. Die öffentlichen Beamten, welche die ihnen in Dienstsachen bewilligte Portofreiheit zur Beförderung von einer Correspondenz in ihren eigenen oder andern Privatangelegenheiten mißbrauchen, werden für das erste Mal zu einer Geldstrafe von zweihundert Franken verurtheilt, und diese soll im Wiederholungs-falle verdoppelt werden.

Art. 150. Für die erste Viertelstunde Versäumniß bei der reitenden Post, und für die erste halbe Stunde bei der fahrenden Post müssen die Kreis-Postdirectoren, Postdirectoren, Postexpeditors,

riots au tems marqué, seront punis d'une amende qui sera d'un franc, pour le premier quart-d'heure de retard des courriers, et pour la première demi-heure de retard des chariots; et du double, pour chaque quart-d'heure et demi-heure qui suivront, sauf le recours contre les subordonnés.

Art. 151. Les maîtres de la poste aux chevaux qui ne payeront pas aux habitans, pour les chevaux fournis, le total de la taxe qu'ils auront perçue eux-mêmes, seront punis d'une amende de 100 francs.

Art. 152. Dans le cas où les maîtres de la poste aux chevaux obligerait les voyageurs de prendre un plus grand nombre de chevaux, ou de payer pour une plus grande distance que ne le porte le règlement, ils payeront une amende de 40 francs.

Art. 153. Hors les cas spécifiés article 120, il est défendu aux postillons de dépasser les relais où ils devront s'arrêter, sous peine d'une amende de 50 francs.

Art. 154. Il est défendu aux maîtres de poste de faire partir une estafette par toute autre voie que celle d'un postillon à cheval, expédié exprès, et ce, sous peine de 100 francs d'amende.

Art. 155. Il est défendu aux maîtres de la poste aux chevaux de profiter d'une occasion quelconque pour faire partir la malle aux lettres autrement qu'avec le courrier destiné à la transporter, sous peine d'une amende de 200 francs.

Art. 156. Les conducteurs et postillons qui se chargeront clandestinement du transport des voyageurs, de lettres ou effets quelconques, non-inscrits sur la carte ou feuille de poste, payeront, la première fois, les premiers, une

so wie die Postmeister (Posthalter) einen Franken Strafe bezahlen; für die zweite und jede weitere $\frac{1}{4}$ und resp. $\frac{1}{2}$ Stunde wird diese Strafe auf zwei Franken erhöht; immer aber bleibt jenen der Regress gegen ihre Untergebenen vorbehalten.

Art. 151. Die Postmeister, welche den Einwohnern für die requirirten Pferde nicht das ganze Postgeld, welches sie selbst erhalten haben, bezahlen, werden mit einer Geldbuße von hundert Franken belegt.

Art. 152. Postmeister, welche den Reisenden mehr Pferde aufbringen, oder sich eine größere Meilenzahl bezahlen lassen, als das Reglement besagt, werden zu einer Geldstrafe von vierzig Franken verurtheilt.

Art. 153. Außer den im 120sten Artikel aufgeführten Fällen ist den Postillons bei einer Strafe von fünfzig Franken untersagt, einer Station, wo sie wechseln sollten, vorbei zu fahren.

Art. 154. Mit einer Geldstrafe von hundert Franken werden die Postmeister belegt, welche Estafetten auf irgend eine andere Weise, als durch einen besonders dazu abgefertigten Postillon zu Pferde, befördern.

Art. 155. Den Postmeistern wird bei einer Strafe von zweihundert Franken untersagt, das Brief-Feld eisen durch irgend eine andere Gelegenheit, als den dazu bestimmten Postillon, zu befördern.

Art. 156. Die Conducteurs und Postillons, welche heimlich uneingeschriebene Personen oder nicht in die Postcharten eingetragene Briefe oder Effecten mitnehmen, werden erstere zur Erlegung des achtfachen

amende de huit fois, et les autres, de quatre fois le montant des droits fraudés, et seront destitués, en cas de récidive.

Art. 157. Les maîtres des postes intermédiaires qui manqueront d'expédier les extrapostes, courriers, estafettes, au moment fixé, seront punis d'une amende de quatre francs, et le postillon, pour le retard en route, de celle d'un franc, pour le premier quart-d'heure de retard; ces amendes seront du double pour chaque quart-d'heure de retard qui s'écoulera après le premier. L'amende toutefois ne sera payée, pour ce qui concerne les extra-postes, que sur les réclamations fondées des voyageurs.

Art. 158. Seront soumis à la même amende d'un franc les postillons qui, dans un relais au-dessous de trois milles, s'arrêtent quelque part, ou changent de chevaux avec d'autres extrapostes qu'ils pourraient rencontrer, sans en avoir obtenu la permission des voyageurs.

Art. 159. Les postillons qui s'écartent de la grande route, pour prendre des chemins prohibés, payeront une amende de 3 francs, outre le dédommagement que pourra réclamer la partie lésée. Les maîtres de la poste aux chevaux seront responsables de ce double paiement.

Art. 160. Tous ceux qui se mêleront du débit de gazettes, réservé exclusivement à l'administration des postes, seront punis d'une amende de 40 à 100 fr.

Art. 161. Tous ceux qui, en déposant à la poste des valeurs en argent, feront une fausse déclaration du prix ou du montant de la somme, auront à payer une amende de 20 francs pour chaque cinquantaine de francs indiqués de moins.

Art. 162. Les voitures de louage qui auront négligé de se munir du permis des postes pres-

und letztere des vierfachen Betrags des Porto's für das erste Mal verurtheilt; im Wiederholungsfalle werden sie mit dem Verluste ihrer Stellen bestraft.

Art. 157. Für die erste Viertelstunde Versäumniß bei Beförderung der Extraposten, Courriere und Estafetten soll der betreffende Postmeister eine Strafe von vier Franken, der Postillon aber für jede Viertelstunde Verzug unterwegs eine Geldbuße von einem Franken bezahlen. Diese Strafen werden für die zweite und jede weitere Viertelstunde auf den doppelten Betrag erhöht. Bei Extraposten findet diese Bestrafung nur Statt, wenn der Reisende gegründete Beschwerde geführt hat.

Art. 158. Gleiche Strafe von einem Franken haben die Postillons zu bezahlen, welche auf einer Station unter drei Meilen ohne Erlaubniß der Reisenden einkehren, oder mit den ihnen begegnenden Extraposten u. s. w. Pferde wechseln.

Art. 159. Postillons, welche unerlaubte Wege reiten oder fahren, sollen, außer der Entschädigung des Beeinträchtigten, mit einer Geldbuße von drei Franken belegt werden, und die Posthalter für die Strafe und Entschädigung haften.

Art. 160. Ein Jeder, welcher sich mit dem Absatze der Unseren Posten vorbehaltenen Zeitungen befaßt, wird mit einer Geldbuße von vierzig bis hundert Franken bestraft.

Art. 161. Für jede fünfzig Franken, um welche der wahre Werth den unrichtig angegebenen von denen mit der Post versendeten Geldern übersteigt, hat der Absender eine Strafe von zwanzig Franken zu erlegen.

Art. 162. Lohnkutscher, welche den im 10ten Artikel vorgeschriebenen Fuhrzettel nicht gelöst haben, sollen mit einer Geldbuße von zwanzig Franken

erit par l'article 109, payeront une amende qui sera de 20 francs, pour la première fois, et de 40 à 100 francs, en cas de récidive.

Art. 163. Toute voiture rencontrant le chariot de poste ou une extra-poste, lui cédera, par tout où faire se pourra, la mi-ornière, sur l'avis du passage qui sera donné au son du cor du postillon, à peine d'une amende de 20 francs.

Art. 164. Il est défendu de se servir de la livrée et du cor des postillons, sous peine d'une amende de 200 francs.

Art. 165. La moitié des amendes pour contraventions aux droits des postes, sera attribuée indistinctement au dénonciateur, l'autre moitié sera versée dans la caisse des pensions des postes, laquelle, après le jugement, fera provisoirement l'avance de la part qui revient au dénonciateur.

Art. 166. Les tribunaux et justices-de-paix transmettront, à la fin de chaque mois, un état de ces amendes aux directeurs d'arrondissement, qui sont chargés de leur poursuite et recouvrement, conformément à la manière prescrite par notre décret du 22 janvier 1810, relatif au recouvrement des amendes.

TITRE XIV.

Des Traitemens des Agens des Postes.

Art. 167. Le traitement annuel des officiers des postes est fixé comme suit, savoir:

Celui du directeur-général . . .	10,000 fr.
De chaque inspecteur-général . . .	8,000
Du caissier-général	5,000
Du contrôleur de la caisse générale	3,000
Des directeurs d'arrondissement des postes de 1 ^{re} classe . . .	4,000
Idem de 2 ^e classe	2,500

für das erste Mal, und von vierzig bis hundert Franken im Wiederholungsfalle bestraft werden.

Art. 163. Wer einer fahrenden oder Extrapost, wenn der Postillon in's Horn stößt, wo es irgend möglich ist, nicht wenigstens halbe Spur ausweicht, verfällt in eine Strafe von zwanzig Franken.

Art. 164. Es ist bei Strafe von zweihundert Franken verboten, sich der Post-Livree und des Posthorns zu bedienen.

Art. 165. Die Hälfte der Geldstrafen wegen des fraudirter Postgebühren kommt ohne Unterschied demjenigen zu, welcher die Anzeige gemacht hat, die andere Hälfte aber fließt in die Pensionscasse, welche nach erfolgtem Urtheile den Antheil des Denuncianten vorläufig vorschießen muß.

Art. 166. Die Tribunale und Friedensrichter sollen am Ende jedes Monats ein Verzeichniß der von ihnen erkannten Geldstrafen an die Kreis-Postdirectoren einschießen, welche mit deren Verfolgung und Einziehung nach Maaßgabe Unseres Decrets vom 22sten Januar 1810, die Erhebung der Geldstrafen betreffend, beauftragt sind.

Vierzehnter Titel. Von den Besoldungen der Post-Officianten.

Art. 167. Der jährliche Gehalt der Post-Officianten wird folgendermaßen bestimmt:

Der General-Director erhält einen jährlichen Gehalt von	10,000 Fr.
jeder General-Inspector	8,000
der General-Cassirer	5,000
der Controleur der Generalcasse . . .	3,000
die Kreis-Postdirectoren erster Klasse .	4,000
“ “ “ “ zweiter Klasse .	2,500

Art. 168. Notre Ministre des finances est autorisé à allouer, sur la proposition du directeur-général, aux directeurs d'arrondissement, directeurs et expéditeurs des postes, des remises proportionnées à leur traitement et au zèle qu'ils montreront dans le service, lesquelles cependant ne pourront excéder, sans notre approbation spéciale, le montant de leur traitement fixe.

Art. 169. Le directeur-général tiendra compte de ses frais de bureau; quant aux frais des bureaux des directeurs, leur montant sera déterminé par notre Ministre des finances, sur la proposition du directeur-général, jusqu'à la concurrence de 3,000 francs. Les directeurs etc, moyennant la somme qui leur sera fixée, seront obligés de faire face aux frais de loyer, de chauffage et d'éclairage des bureaux et de la chambre des voyageurs, à ceux de l'entretien des sacs à lettres, et en général à tous les menus frais de bureaux.

Art. 170. Notre Ministre des finances fixera le montant du traitement des vérificateurs, directeurs, secrétaires des postes, lequel toutefois ne pourra excéder la somme de 2,500 francs.

Art. 171. Les traités et marchés à faire avec les maîtres de la poste aux chevaux, énonceront le prix qui leur sera accordé pour le transport des malles et paquets.

Art. 172. Le directeur-général des postes fixera le salaire à allouer aux commis des postes, expéditeurs, conducteurs, vaguemestres et facteurs, de manière que celui des commis n'excèdera pas la somme de 1,800 francs.

Celui des expéditeurs celle de . . . 600

Idem des conducteurs 800

Idem des vaguemestres et des facteurs 200

Art. 168. Unser Finanzminister wird ermächtigt, auf den Vorschlag des Generaldirectors, den Kreis-Postdirectoren, Postdirectoren und Postexpeditors nach Verhältniß ihres Gehalts und Dienstalters Antheile an der Einnahme zu bewilligen, welche jedoch ohne Unsere besondere Genehmigung den Betrag des feststehenden Gehalts nicht übersteigen dürfen.

Art. 169. Die Bureau-Kosten für die Generaldirection werden berechnet, die der Postdirectoren aber auf den Vorschlag des Generaldirectors von Unserm Finanzminister bis zum Betrage von dreitausend Franken bestimmt, wovon dieselben die Hausmiete, die Heizung und Beleuchtung der Büreaux und der Passagier-Stube, Anschaffung der Briefbeutel, Schreibmaterialien und überhaupt der geringern Bureau-Bedürfnisse zu bestreiten verbunden sind.

Art. 170. Die Besoldung der Verificatoren, Postdirectoren und Postsecretäre wird von Unserm Finanzminister und zwar bis zum Betrage von 2500 Franken bestimmt.

Art. 171. Die den Posthaltern für den Transport der Felleisen und Packete zukommenden Summen werden durch die mit jenen zu schließenden Verträge und Uebereinkünfte bestimmt.

Art. 172. Die Gehalte der Postcommis, Expeditors, Conducteurs, Wagenmeister und Briefträger werden von Unserm Generaldirector dergestalt festgesetzt, daß der Gehalt

der Post-Commis den Betrag von . . 1800 Fr.

der Post-Expeditors 600

der Conducteurs 800

„ Wagenmeister und Briefträger den

Betrag von 200

nicht übersteigen darf.

Art. 173. Les particuliers qui ne retirent pas dans le bureau de la distribution les lettres et paquets qui leur seront adressés, ou qui n'ont point déclaré formellement qu'ils les feront retirer, seront tenus de payer pour chaque lettre qui leur sera apportée dans leur domicile, quatre centimes ou trois pfennings, et pour l'adresse de paquet ou valeur en argent, huit centimes ou six pfennings.

Art. 174. Les traitemens fixes seront soldés régulièrement contre quittance vers la fin de chaque mois; les remises allouées aux directeurs, etc. seront déduites sur la recette, lors de la transmission des comptes.

Art. 175. Les prix à payer, en vertu des contrats ou marchés faits, seront acquittés aux termes d'échéance fixés par lesdits marchés.

Art. 176. Les directeurs des postes, les expéditeurs et maîtres de la poste aux chevaux seront dispensés du logement en nature des gens de guerre et de la fourniture des moyens de transports militaires; mais ils payeront, en compensation, une somme dont les préfets, de concert avec le directeur-général, fixeront le montant.

Art. 177. Sont insaisissables les voitures, chevaux et ustensiles servant à un relais de poste, et le fourrage en quantité suffisante pour soutenir le relais pendant un mois, conformément à l'art. 541 du Code de procédure civile.

Art. 178. Les frais de la livrée des postillons seront à la charge de la caisse générale des postes.

Art. 173. Die Empfänger, welche ihre Briefe und Packete nicht vor der Austheilung haben abholen lassen, oder solches thun zu wollen, ein für allemal erklärt haben, sind verbunden, für die Bestellung eines jeden Briefes vier Centimen oder drei Pfennige, und der Adressen zu den Packeten und Geldern acht Centimen oder sechs Pfennige dem Besteller zu bezahlen.

Art. 174. Die festgesetzten Gehalte werden in den letzten Tagen jedes Monats gegen Quittung bezahlt, und die den Post-Directoren etc. bewilligten Procente bei Einsendung der Rechnung an der Einnahme abgezogen.

Art. 175. Die in Gemäßheit der Fuhr- und Ritt-Contracte zu bezahlenden Summen werden zu der in jenen Verträgen bestimmten Verfallzeit ausbezahlt.

Art. 176. Die Kreis-Post-Directoren, Post-Directoren, Expeditors und Postmeister sind von den Natural-Einquartirungslasten und der Stellung von Kriegsfuhren befreit, müssen aber dagegen eine Summe (Aversorium) entrichten, deren Betrag die Präfecten gemeinschaftlich mit Unserm General-Director festzusetzen haben.

Art. 177. Die zur Poststation gehörigen Wagen, Pferde und Geschirre, auch das zum Unterhalte der Pferde während eines Monats nöthige Futter, können, in Gemäßheit des 541sten Artikels der bürgerlichen Prozeß-Ordnung, nicht in Beschlagnahme genommen werden.

Art. 178. Die Livree der Postillons wird an Rechnung der General-Postcasse geliefert.

TITRE XV.

Etablissement des caisses de secours et des pensions.

Art. 179. Il sera établi un fonds pour les pensions et retraites des fonctionnaires et employés, et de leurs veuves.

Art. 180. Ce fonds se composera 1^o d'une retenue de 2 p. 3 sur les traitemens fixes; 2^o du produit des amendes prononcées par les tribunaux sur les délits et contraventions, en conformité de l'art. 166.

Art. 181. Le nombre des années de service après lesquelles les fonctionnaires et employés auront droit à la retraite, et les cas dans lesquels les veuves pourront obtenir une pension, seront incessamment déterminés par un règlement particulier, qui sera présenté à notre approbation par notre Ministre des finances.

Art. 182. Il sera en outre établi une caisse des secours.

Art. 183. Les fonds de cette caisse se formeront:

1^o Des amendes autres que celles mentionnées dans l'article 180;

2^o Du produit d'une retenue de $\frac{1}{2}$ pour cent sur tous les marchés et contrats faits avec les entrepreneurs des postes, etc.

Art. 184. Le produit de ladite caisse de secours sera employé à allouer des secours aux agens des postes et postillons invalides, malades ou blessés.

Art. 185. Le directeur-général est autorisé à ordonnancer lesdits secours. Il en rendra compte à la fin de l'année à notre Ministre des finances,

Funfzehnter Titel.
Errichtung einer Pensions- und Hilfs-
Casse.

Art. 179. Es soll ein besonderer Fonds zu Pensionen und Ruhestands-Gehalten für die Post-Officianten und Angestellten, und deren Wittwen, errichtet werden.

Art. 180. Dieser Fonds wird gebildet: 1) aus dem Abzuge von zwei Procenten von allen feststehenden Besoldungen; 2) aus dem Ertrage der in Vergehungs- und Uebertretungsfällen von den Tribunalen in Gemäßheit des 166sten Artikels erkannten Geldbußen.

Art. 181. Die Zahl der Dienstjahre, nach welchen die Post-Officianten und Angestellten auf einen Ruhestands-Gehalt, und die Fälle, in welchen deren Wittwen auf eine Pension Ansprüche machen können, sollen durch eine besondere Verordnung bestimmt werden, welche Unser Finanzminister Uns zur Genehmigung vorlegen wird.

Art. 182. Es soll außerdem eine Hilfs-Casse errichtet werden.

Art. 183. Der Fonds dieser Casse wird gebildet:

1) aus dem Ertrage der übrigen im 180sten Artikel nicht erwähnten Geldstrafen;

2) aus dem Abzuge von einem halben Procente von allen in den Verträgen mit den Unternehmern der Posten u. s. w. zugewilligten Summen.

Art. 184. Die Einnahmen dieser Hilfs-Casse sollen zur Unterstützung der zum Dienste unfähig gewordenen, kranken und verwundeten Postbedienten und Postillons verwendet werden.

Art. 185. Diese Unterstützungsgelder werden von Unserm General-Director bewilligt, welcher darüber am Ende jedes Jahres Unserm Finanzminister durch

en lui présentant un état exact de la situation de la recette et dépense de cette caisse.

Art. 186. L'administration de ces deux caisses sera confiée au caissier-général, sous la surveillance du directeur-général.

TITRE XVI.

De l'Uniforme des Agens des Postes.

Art. 187. Les fonctionnaires et employés des postes auront pour costume, savoir:

1° Le directeur-général, habit de drap bleu foncé, paremens et collet de même, broderie or et argent de trois pouces de largeur, y compris deux baguettes droites au long de l'habit.

2° Les inspecteurs-généraux, même broderie que le directeur-général, mais aux collet, poches et paremens seulement, et un simple liséré or et argent mélangés au long de l'habit.

3° Le caissier-général, le contrôleur de la caisse générale et les directeurs d'arrondissement, même broderie que les inspecteurs-généraux, mais sans baguette autour de l'habit.

4° Les directeurs, vérificateurs et secrétaires des postes, même broderie, mais d'un pouce et demi, et seulement aux paremens et collet.

5° Les commis des postes et expéditeurs, deux baguettes en or et argent aux paremens et au collet,

Pour tous ces fonctionnaires, veste et culottes blanches, boutons de métal, portant nos armes avec cette légende: *Postes royales de Westphalie*, chapeau à cornes avec ganse en or.

6° Les conducteurs, vagemestres, facteurs et postillons, surtout et veste de drap bleu foncé,

Ueberreichung eines genauen Verzeichnisses der Einnahmen und Ausgaben jener Casse Rechnung ablegt.

Art. 186. Die Verwaltung dieser beiden Cassen wird dem General-Post-Cassirer unter der Aufsicht des General-Directors übertragen.

Sechszehnter Titel.

Von der Dienstkleidung.

Art. 187. Die Post-Officianten und Angestellten erhalten folgende Dienstkleidung:

1) Der General-Director: Rock, Aufschläge und Kragen von dunkelblauem Tuche mit Stickerei in Gold und Silber drei Zoll breit, einschließlich zweier gerade um den Rock laufenden Stäbchen;

2) die General-Inspectoren gleiche Stickerei, wie der General-Director, aber nur auf dem Kragen, den Taschen und Aufschlägen, und ein einfaches Stäbchen in Gold und Silber um den Rock;

3) Der General-Cassirer, der Controleur der General-Casse und die Kreis-Postdirectoren gleiche Stickerei, wie die General-Inspectoren, aber ohne Stäbchen um den Rock;

4) Die Post-Directoren, Verificatoren und Post-Secretäre gleiche Stickerei, aber nur auf dem Kragen und Aufschlägen, und von 1½ Zoll Breite;

5) Die Post-Commis und Post-Expeditors zwei in Gold und Silber geflochtene Stäbchen auf dem Kragen und den Aufschlägen.

Alle diese Officianten tragen weiße Westen und Beinkleider, Metallknöpfe mit Unserem Wappen und der Umschrift: „Königlich Westphälische Posten,“ dreieckigen Huth mit einer goldenen Schleife.

6) Die Conducteurs, Wagenmeister, Briefträger und Postillons Ueberröcke und Jacken von dunkel-

avec collet et paremens blancs; et les postillons une plaque au bras gauche, à nos armes, chapeau rond garni d'un cordon blanc et bleu, et seront porteurs d'un cor avec cordon bleu et blanc, lorsqu'ils seront en route.

T I T R E XVII.

Exécution à dater du 1^{er} novembre.

Art. 188. Tous les décrets et réglemens antérieurs, relatifs à l'organisation et à l'administration des postes, sont rapportés.

Art. 189. Nos Ministres, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Donné en Notre Château Royal de Napoléons-hoehe, le 30 septembre, an 1810, de Notre règne le quatrième.

Signé, JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi.

Le Ministre Secrétaire d'Etat,
signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

Certifié conforme :

Le Ministre de la Justice,

SIMÉON.

blauem Luche, mit weißem Kragen und Aufschlägen, und die Postillons einen Schild auf dem linken Arme mit Unserm Wappen, runden Huth mit einer blau und weißen Schnur, und unterwegs ein Posthorn, ebenfalls mit einer blau und weißen Schnur.

Siebenzehnter Titel.

Von Vollziehung dieses Decrets seit dem ersten November 1810.

Art. 188. Sämmtliche bisher erlassene Decrete und Verordnungen, welche die Organisation und die Verwaltung der Posten betreffen, sind aufgehoben.

Art. 189. Unsere Minister sind, ein jeder, in so weit es ihn angehet, mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetzbulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Gegeben in Unserm königlichen Schlosse zu Napoleons-höhe, am 30sten September 1810, im vierten Jahre Unserer Regierung.

Unterschrieben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs.

Der Minister Staats-Secretair,
Unterschrieben, Graf von Fürstenstein,

Als gleichlautend bescheiniget:

Der Justiz-Minister,

Simeon.